

Rapport financier semestriel 2016



SOMMAIRE

<u>1</u>	<u>Attestation de la personne responsable</u>	<u>2</u>
<u>2</u>	<u>Présentation du Groupe</u>	<u>3</u>
2.1	Profil de la Société et chiffres clés du 1 ^{er} semestre 2016	4
2.2	Facteurs de risques et transactions avec les parties liées	6
<u>3</u>	<u>Rapport d'activité du premier semestre 2016</u>	<u>7</u>
3.1	Éléments significatifs du 1 ^{er} semestre 2016	8
3.2	Analyse de l'activité du 1 ^{er} semestre 2016	8
3.3	Évènements postérieurs à l'arrêté des comptes semestriels	13
<u>4</u>	<u>Gouvernement d'entreprise</u>	<u>14</u>
4.1	Composition du conseil de surveillance au 30 juin 2016	15
4.2	Composition des comités du conseil de surveillance au 30 juin 2016	16
4.3	Composition du directoire au 30 juin 2016	16
4.4	Rémunération des membres du directoire	16
<u>5</u>	<u>Comptes consolidés intermédiaires condensés</u>	<u>18</u>
5.1	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	19
5.2	Comptes consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2016	20
<u>6</u>	<u>Informations concernant le capital social</u>	<u>48</u>
6.1	Composition du capital social	49
6.2	Répartition du capital social et actionnariat	49
6.3	Franchissements de seuils de participation	50
6.4	Opérations effectuées par Elis sur ses propres actions	51
6.5	Capital autorisé non émis	51
6.6	Actions potentielles	53
6.7	Pacte d'actionnaires et accords	53

1

Attestation de la personne responsable

La responsabilité du présent document est assurée par Xavier Martiré, Président du directoire.

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité joint au présent rapport, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2016, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Puteaux, le 29 juillet 2016

Le Président du directoire,

Xavier Martiré

2

Présentation du Groupe

2.1	Profil de la Société et chiffres clés du 1 ^{er} semestre 2016	4
2.2	Facteurs de risques et transactions avec les parties liées	6
2.2.1	Facteurs de risques	6
2.2.2	Transactions avec les parties liées	6

2.1 Profil de la Société et chiffres clés du 1^{er} semestre 2016

Elis est un groupe multi-services, leader de la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements d'hygiène et de bien être en Europe et en Amérique latine. Avec plus de 21 000 collaborateurs répartis dans 13 pays, Elis a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires consolidé de 1 415m€ et un EBITDA consolidé de 446m€. Bénéficiant de plus d'un siècle d'expertise, Elis livre aujourd'hui plus de 240 000 clients de toutes tailles dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration, de la santé, de l'industrie, du commerce et des services, grâce à son réseau de plus de 300 centres de production et de distribution et 13 salles blanches, ce qui lui garantit une proximité inégalée avec ses clients.

■ CHIFFRES CLES DU 1^{ER} SEMESTRE 2016

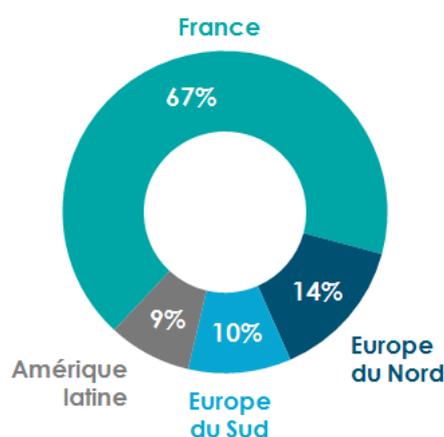
(millions EUR)	S1 2016	S1 2015	Variation
Chiffre d'affaires	730,2	682,4	+7,0%
EBITDA	216,1	204,6	+5,6%
% du CA	29,6%	30,0%	
EBIT	92,5	87,7	+5,5%
% du CA	12,7%	12,9%	
Résultat net courant *	38,9	15,7	x2,5
Free cash-flow courant **	6,7	(22,9)	n/a
Dette nette ajustée fin de période ***	1 506,4	1 440,7	
Dette nette ajustée fin de période / EBITDA ***	3,2x	3,1x	

* Après élimination de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions et des frais liés à l'introduction en bourse et aux opérations de refinancement de 2015 (nets de l'effet impôt).

**Après élimination des frais liés à l'introduction en bourse et aux opérations de refinancement de 2015 (nets de l'effet impôt).

*** EBITDA des douze derniers mois, proforma de l'effet année pleine des acquisitions. La base de comparaison est au 31 décembre 2015.

■ REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU 1^{ER} SEMESTRE 2016 PAR ZONE GEOGRAPHIQUE



■ DETAIL DE L'EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

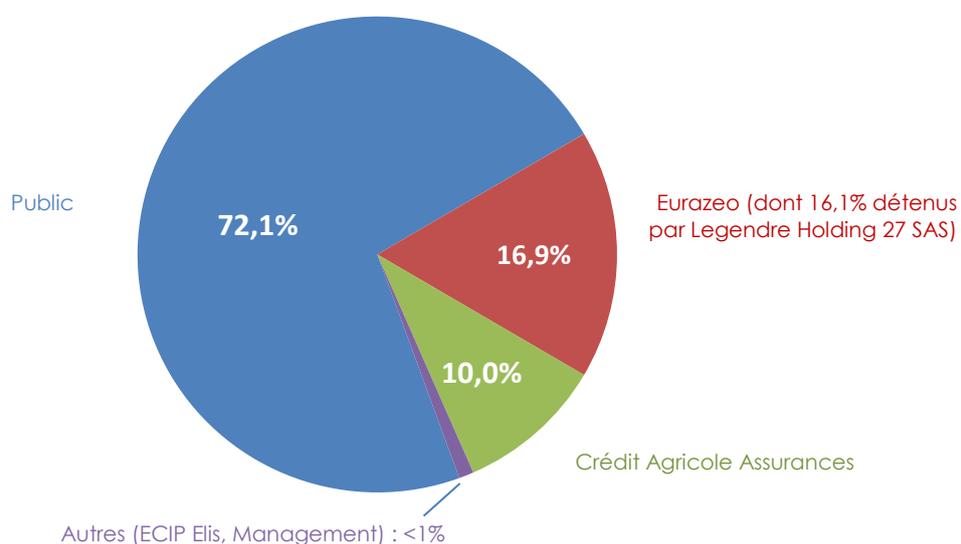
(millions EUR)	2016			2015			Var.		
	T1	T2	S1	T1	T2	S1	T1	T2	S1
Commerce & Services	84,8	85,8	170,6	83,1	85,5	168,6	+2,1%	+0,4%	+1,2%
Hôtellerie – Restauration	66,9	82,9	149,7	62,2	83,3	145,5	+7,4%	-0,5%	+2,9%
Industrie	47,1	46,9	94,1	46,7	47,2	94,0	+0,9%	-0,6%	+0,1%
Santé	41,3	41,2	82,5	39,4	39,9	79,3	+4,8%	+3,3%	+4,0%
France*	234,0	250,7	484,7	228,2	250,5	478,6	+2,6%	+0,1%	+1,3%
Europe du Nord	50,3	52,2	102,5	38,2	46,1	84,2	+31,7%	+13,3%	+21,6%
Europe du Sud	33,5	40,3	73,8	28,9	37,1	66,0	+16,0%	+8,7%	+11,9%
Europe**	83,8	92,5	176,3	67,0	83,2	150,2	+25,0%	+11,3%	+17,4%
Amérique latine	28,1	31,7	59,8	22,3	22,8	45,1	+26,1%	+38,9%	+32,6%
Entités manufacturières	4,7	4,8	9,5	4,5	3,9	8,5	+4,2%	+20,9%	+12,0%
TOTAL	350,6	379,7	730,2	322,0	360,4	682,4	+8,9%	+5,4%	+7,0%

Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes

* Après Autres, dont Réductions sur ventes

** Europe hors France

■ REPARTITION DU CAPITAL D'ELIS AU 30 JUIN 2016



2.2 Facteurs de risques et transactions avec les parties liées

2.2.1 FACTEURS DE RISQUES

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2016 sont ceux détaillés au chapitre 2 du Document de Référence 2015, section 2.1 « Facteurs de risques » figurant en pages 42 à 60 dudit document de référence.

2.2.2 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans les notes 5.2 et 12 des comptes consolidés intermédiaires condensés figurant en pages 39 et 47 du présent rapport financier semestriel 2016.

3

Rapport d'activité du premier semestre 2016

3.1	Éléments significatifs du 1 ^{er} semestre 2016	8
3.1.1	Acquisitions.....	8
3.1.2	Évolution de la Gouvernance	8
3.2	Analyse de l'activité du 1 ^{er} semestre 2016.....	8
3.3	Évènements postérieurs à l'arrêté des comptes semestriels.....	13

3.1 Éléments significatifs du 1^{er} semestre 2016

3.1.1 ACQUISITIONS

Le 7 janvier 2016, Elis a annoncé la finalisation de deux opérations en Allemagne et au Brésil. En Allemagne, le Groupe a fait l'acquisition de deux blanchisseries servant principalement des clients de l'Hôtellerie et de la Santé dans le Nord du pays. Cette opération permet à Elis de renforcer notamment sa présence dans la région stratégique de Hambourg, deuxième ville la plus peuplée d'Allemagne. Elis, qui compte poursuivre son développement industriel et commercial en Allemagne, dispose désormais de 11 blanchisseries dans le pays.

Au Brésil, le Groupe a fait l'acquisition d'une blanchisserie près de Sao Paulo, qui sert exclusivement des clients Santé haut de gamme, et dont la marque Martins & Lococo jouit d'une excellente réputation. Cette acquisition permet à Elis d'étendre ses opérations dans la région du pays qui affiche le PIB par habitant le plus élevé.

Le 20 juin 2016 – Elis a annoncé l'acquisition de On My Way, start-up suisse offrant des solutions pressing innovantes aux particuliers (www.on-my-way.ch).

On My Way propose aux particuliers un service de nettoyage, en récupérant leur linge dans des points de collecte placés sur leurs trajets quotidiens (stations-service, supermarchés) ainsi qu'au sein de leurs entreprises. Cette activité constitue le prolongement naturel des services du Groupe, dont le savoir-faire industriel est incontestable et qui bénéficie d'une proximité inégalée avec ses clients grâce à son réseau de plus de 300 centres de production dans le monde.

3.1.2 ÉVOLUTION DE LA GOUVERNANCE

Le 27 mai 2016 s'est tenue l'assemblée générale mixte d'Elis au cours de laquelle la cooptation de Monsieur Maxime de Bentzmann en qualité de membre du conseil de surveillance en remplacement d'Eric Schaefer démissionnaire, décidée par le conseil de surveillance du 9 mars 2016 a été ratifiée. L'assemblée générale a, par ailleurs, procédé au renouvellement, pour une durée de quatre années, des mandats de deux membres du conseil de surveillance : Monsieur Michel Datchary et Marc Frappier lesquels ont par ailleurs été renouvelés dans leurs fonctions respectives au sein du comité des nominations et des rémunérations.

Le 1^{er} juin 2016, le conseil de surveillance d'Elis a coopté Madame Magali Chesse en qualité de nouveau membre du conseil de surveillance en remplacement de Virginie Morgon, démissionnaire. Cette nomination fait suite à la cession par Eurazeo au profit de Crédit Agricole Assurances via sa filiale Predica, de 11 400 617 actions.

3.2 Analyse de l'activité du 1^{er} semestre 2016

- Une croissance de chiffre d'affaires et une marge d'EBITDA conformes aux attentes malgré l'environnement difficile en France et au Brésil
 - Chiffre d'affaires : 730,2m€ (+7,0% dont +3,1% de croissance organique)
 - EBITDA : 216,1m€ (29,6% du chiffre d'affaires)
 - Légère diminution de la marge d'EBITDA en France (-27pb), en ligne avec nos attentes
 - Progression de +71pb de la marge d'EBITDA en Europe (hors France) et de +176pb en Amérique latine
- Poursuite de la croissance externe
 - Deux acquisitions significatives réalisées au premier semestre en Allemagne et au Brésil
 - Une autre acquisition significative finalisée en juillet en Suisse
 - Intégration réussie de la filiale chilienne
- Confirmation des perspectives 2016
 - Chiffre d'affaires : 1,5Md€ avec +3% de croissance organique et +4% de croissance externe
 - Taux de marge : -30pb en France, augmentation en Europe et en Amérique latine

(millions EUR)	S1 2016	S1 2015	Variation
Chiffre d'affaires	730,2	682,4	+7,0%
EBITDA	216,1	204,6	+5,6%
EBIT	92,5	87,7	+5,5%
Résultat net	23,1	(80,6)	n/a
Résultat net courant*	38,9	15,7	+148,5%
Free cash-flow courant**	6,7	(22,9)	n/a
Endettement financier net ajusté (fin de période)***	1 506,4	1 440,7	

Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes

* Après élimination de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions et des frais liés à l'introduction en bourse et aux opérations de refinancement de 2015 (nets de l'effet impôt)

** Après élimination des frais liés à l'introduction en bourse et aux opérations de refinancement de 2015

*** La base de comparaison est au 31 décembre 2015

Puteaux, le 26 juillet 2016 – Leader multi-services de la location-entretien de linge plat, de vêtements de travail et d'équipements d'hygiène et de bien-être en Europe et en Amérique latine, Elis publie ce jour ses résultats pour le premier semestre 2016.

Les comptes ont été arrêtés par le Directoire et examinés par le Conseil de Surveillance le 25 juillet 2016. Ils ont par ailleurs fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

A l'occasion de la publication des résultats du premier semestre 2016, **Xavier Martiré, Président du directoire d'Elis**, a déclaré :

« Nous sommes heureux d'annoncer aujourd'hui des résultats semestriels en ligne avec les objectifs annuels. En dépit d'un environnement qui reste morose, particulièrement en France et au Brésil, la croissance organique du Groupe ressort à +3,1% et la marge d'EBITDA est en ligne avec nos attentes.

En France, la croissance organique est de +1,3% au premier semestre. Dans un marché déjà impacté par les attentats de novembre 2015, les nombreuses manifestations et grèves du deuxième trimestre ont pénalisé davantage notre activité, surtout en Hôtellerie-Restaurant. Le marché français reste donc difficile, mais les initiatives que nous avons prises permettent de contenir la baisse de marge à moins de 30 points de base, en ligne avec nos attentes annuelles.

En Europe, les acquisitions et la croissance organique de près de 6% ont soutenu le renforcement de nos parts de marchés. La marge d'EBITDA s'est améliorée de 70 points de base, grâce notamment aux synergies réalisées.

En Amérique latine, en dépit d'un contexte difficile au Brésil, notre dynamique commerciale nous a permis d'atteindre plus de 10% de croissance organique, confirmant le fort potentiel du marché. De plus, les transferts de savoir-faire ont entraîné une amélioration de la marge d'EBITDA de 180 points de base dans la région.

Depuis le début de l'année, le Groupe a poursuivi sa stratégie en consolidant ses plateformes géographiques en Europe et en Amérique latine, avec des acquisitions en Suisse et au Brésil. Ces acquisitions contribueront à accélérer le développement du Groupe.

Les résultats du premier semestre nous permettent de confirmer nos objectifs annuels : nous attendons un chiffre d'affaires de 1,5Md€ porté par 3% de croissance organique et 4% de croissance externe. Concernant les marges, l'année devrait être en ligne avec le premier semestre ; nous tablons sur un repli de l'ordre de 30 points de base en France mais viserons une nouvelle amélioration de la rentabilité en Europe et en Amérique latine.»

Chiffre d'affaires

■ CROISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES (DONNEES PUBLIEES)

(millions EUR)	2016			2015			Var.		
	T1	T2	S1	T1	T2	S1	T1	T2	S1
Commerce & Services	84,8	85,8	170,6	83,1	85,5	168,6	+2,1%	+0,4%	+1,2%
Hôtellerie – Restauration	66,9	82,9	149,7	62,2	83,3	145,5	+7,4%	-0,5%	+2,9%
Industrie	47,1	46,9	94,1	46,7	47,2	94,0	+0,9%	-0,6%	+0,1%
Santé	41,3	41,2	82,5	39,4	39,9	79,3	+4,8%	+3,3%	+4,0%
France*	234,0	250,7	484,7	228,2	250,5	478,6	+2,6%	+0,1%	+1,3%
Europe du Nord	50,3	52,2	102,5	38,2	46,1	84,2	+31,7%	+13,3%	+21,6%
Europe du Sud	33,5	40,3	73,8	28,9	37,1	66,0	+16,0%	+8,7%	+11,9%
Europe**	83,8	92,5	176,3	67,0	83,2	150,2	+25,0%	+11,3%	+17,4%
Amérique latine	28,1	31,7	59,8	22,3	22,8	45,1	+26,1%	+38,9%	+32,6%
Entités manufacturières	4,7	4,8	9,5	4,5	3,9	8,5	+4,2%	+20,9%	+12,0%
TOTAL	350,6	379,7	730,2	322,0	360,4	682,4	+8,9%	+5,4%	+7,0%

Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes

* Après Autres, dont Réductions sur ventes

**Europe hors France

■ CROISSANCE ORGANIQUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

(millions EUR)	Croissance organique T1	Croissance organique T2	Croissance organique S1
Commerce & Services	+2,1%	+0,4%	+1,2%
Hôtellerie – Restauration	+7,4%	-0,5%	+2,9%
Industrie	+0,9%	-0,6%	+0,1%
Santé	+4,8%	+3,3%	+4,0%
France*	+2,6%	+0,1%	+1,3%
Europe du Nord	+2,6%	+2,6%	+2,6%
Europe du Sud	+11,0%	+8,7%	+9,7%
Europe**	+6,2%	+5,3%	+5,7%
Amérique latine	+13,9%	+10,0%	+11,9%
Entités manufacturières	+5,6%	+25,4%	+14,8%
TOTAL	+4,1%	+2,2%	+3,1%

Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes

* Après Autres, dont Réductions sur ventes

**Europe hors France

Au premier semestre 2016, le chiffre d'affaires du Groupe est en hausse de 7,0% à 730,2m€. La croissance organique (+3,1%) et l'impact des acquisitions réalisées (+5,6%) ont partiellement été compensés par un effet de change négatif (-1,7%).

France

Au premier semestre 2016, la croissance du chiffre d'affaires de +1,3% en France est intégralement organique. Les effets de calendrier très favorables et non récurrents du premier trimestre (semaine de Pâques en mars alors qu'elle était en avril en 2015 et impact d'une journée supplémentaire en février du fait de l'année bissextile) entraînent un ralentissement mécanique de la croissance au deuxième trimestre (+0,1% contre +2,6% au premier trimestre). De plus :

- Le chiffre d'affaires des Commerce & Services augmente de 1,2%. Le contexte économique reste difficile et la croissance reste limitée malgré une bonne dynamique commerciale dans les services au premier trimestre.

- Le chiffre d'affaires en Hôtellerie-Restoration est en croissance de 2,9%. En plus des éléments mentionnés précédemment, le deuxième trimestre est impacté négativement par une mauvaise météo, ainsi que par les diverses grèves et manifestations qui ont eu lieu dans le pays. Le déploiement des grands contrats hôteliers se déroule néanmoins de manière conforme aux attentes.
- Le chiffre d'affaires dans l'Industrie est à l'équilibre. L'activité est restée globalement faible chez nos clients et le contexte difficile a pesé au deuxième trimestre.
- Le chiffre d'affaires dans la Santé augmente de 4,0%, porté par le déploiement des grands contrats en court et en long séjour.

Europe (hors France)

Au premier semestre, la croissance du chiffre d'affaires en Europe du Nord (+21,6%) est fortement tirée par les acquisitions réalisées en avril 2015, juillet 2015 et janvier 2016. La croissance organique est de +2,6%, la Suisse et l'Allemagne, nos principaux marchés de la zone, étant bien orientés.

Le chiffre d'affaires en Europe du Sud poursuit sa dynamique de croissance (+11,9%) dans un contexte économique favorable, avec une croissance organique proche de 10%. Cette performance est à nouveau tirée par l'Espagne ; la croissance intrinsèque du marché et notre très bonne dynamique commerciale dans tous les secteurs confirment le fort potentiel du pays, dans lequel nous continuons de gagner des parts de marché.

Amérique latine

La croissance du chiffre d'affaires en Amérique latine est de 32,6%, en grande partie tirée par les acquisitions au Brésil de juillet 2015 et janvier 2016, ainsi que par l'acquisition d'Albia, au Chili (consolidé depuis le 1^{er} octobre 2015). La croissance organique est de 11,9% au premier semestre et provient uniquement du Brésil. Ceci est le résultat de 3 effets principaux : (i) des augmentations de prix, (ii) une forte activité des hôpitaux, laboratoires et cabinets médicaux en raison des épidémies qui ont marqué l'été brésilien au premier trimestre et (iii) le gain de quelques nouveaux contrats avec des grands comptes qui adoptent pour la première fois notre modèle de location-entretien. Dans un contexte difficile au Brésil, cette bonne performance organique confirme le fort potentiel du marché. Par ailleurs, la dépréciation du real brésilien a fortement pesé au premier semestre (impact de -22,4% sur la croissance en Amérique latine). L'effet devise devrait néanmoins s'inverser au deuxième semestre.

EBITDA

(millions EUR)

	S1 2016	S1 2015	Variation
France	163,3	162,7	+0,4%
En % du chiffre d'affaires	33,7%	33,9%	-27pb
Europe*	40,7	33,6	+21,2%
En % du chiffre d'affaires	23,1%	22,3%	+71pb
Amérique latine	12,5	8,6	+44,8%
En % du chiffre d'affaires	20,8%	19,1%	+176pb
Entités manufacturières	1,7	1,4	+21,0%
En % du chiffre d'affaires	12,1%	10,1%	+196pb
Holdings	(2,1)	(1,6)	n/a
TOTAL	216,1	204,6	+5,6%
En % du chiffre d'affaires	29,6%	30,0%	-39pb

Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes

* Europe hors France

Au premier semestre 2016, l'EBITDA du Groupe est en augmentation de 5,6% à 216,1m€. La marge d'EBITDA est en baisse de 39pb, en lien, d'une part, avec la baisse de la marge d'EBITDA en France (-27pb) et, d'autre part, avec l'effet mix négatif : l'Europe et l'Amérique latine, zones aux marges plus faibles, affichent un taux de croissance du chiffre d'affaires supérieur à celui de la France. En France, l'EBITDA en pourcentage du chiffre d'affaires est, comme attendu, en baisse de près de 30pb, principalement en raison de conditions de marchés qui restent difficiles, bien que partiellement compensées par les initiatives d'amélioration de la productivité que nous avons mises en place.

En Europe (hors France), la consolidation des positions et le transfert des savoir-faire continuent de porter leurs fruits, avec une marge d'EBITDA en augmentation de 71pb.

En Amérique latine, le transfert des savoir-faire et le succès de l'intégration de la filiale chilienne permettent d'améliorer la marge d'EBITDA de 176pb.

De l'EBITDA au Résultat net

(millions EUR)	S1 2016	S1 2015
EBITDA	216,1	204,6
En % du chiffre d'affaires	29,6%	30,0%
Dotations aux amortissements	(123,6)	(116,9)
EBIT	92,5	87,7
En % du chiffre d'affaires	12,7%	12,9%
Frais bancaires	(0,7)	(0,8)
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(22,0)	(21,8)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	-	-
Autres produits et charges opérationnels	(2,5)	(4,8)
Résultat opérationnel	67,3	60,4
En % du chiffre d'affaires	9,2%	8,8%
Résultat financier	(27,0)	(42,5)
Frais liés à l'introduction en bourse et aux opérations de refinancement	-	(123,3)
Résultat avant impôts	40,2	(105,4)
Charge d'impôt	(17,1)	24,8
Résultat net publié	23,1	(80,6)
Résultat net courant*	38,9	15,7

Les pourcentages de variation sont calculés sur la base des valeurs exactes

* Après élimination de l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions et des frais liés à l'introduction en bourse et aux opérations de refinancement de 2015.

EBIT

En pourcentage du chiffre d'affaires, l'EBIT est en baisse de 19 points de base au premier semestre. La baisse de la marge d'EBITDA est partiellement compensée par des dotations aux amortissements (en pourcentage du chiffre d'affaires) moins élevées qu'au premier semestre 2015, traduisant une plus grande discipline dans les achats de linge.

Résultat opérationnel

Le Résultat opérationnel est en hausse en valeur ainsi qu'en pourcentage du chiffre d'affaires.

Les dotations aux amortissements des incorporels relèvent pour l'essentiel d'actifs reconnus en 2007, dont l'amortissement s'achèvera en octobre 2018.

Résultat financier

Le Résultat financier est en nette amélioration. Pour mémoire, la nouvelle structure de dette a été mise en place en février puis avril 2015. Le résultat financier n'était donc pas normatif au premier semestre 2015, mais il l'est au premier semestre 2016.

Résultat net

Le Résultat net ressort à 23,1m€. Au premier semestre 2015, il comprenait 123,3 m€ de frais non récurrents liés à l'introduction en bourse et aux différentes opérations de refinancement.

Résultat net courant

Après élimination des dotations aux amortissements des incorporels (nets de l'effet impôt), le Résultat net courant du premier semestre 2016 ressort à 38,9m€, en forte augmentation par rapport au premier semestre 2015.

Autres éléments financiers

Investissements

Au premier semestre 2016, les investissements nets du Groupe ressortent à 134,1m€ (18,4% du chiffre d'affaires), contre 141,1m€ (20,7% du chiffre d'affaires) sur la même période l'année dernière. Pour mémoire, le premier semestre 2015 avait été impacté par les achats de linge et les investissements industriels nécessaires à absorber les volumes liés aux grands contrats signés fin 2014.

Free cash-flow courant

Le Free cash-flow courant ressort à 6,7m€, contre -22,9m€ au premier semestre 2015. Cette amélioration est due à la hausse des flux opérationnels et à la baisse des intérêts payés. Pour mémoire, la saisonnalité de l'activité est telle que la quasi-totalité du Free cash-flow courant est générée au deuxième semestre.

Endettement financier net ajusté

L'endettement financier net ajusté du Groupe au 30 juin 2016 est de 1 506,4m€ soit 3,2x l'EBITDA des douze derniers mois (proforma des acquisitions réalisées).

Outre les éléments mentionnés ci-dessus, l'endettement financier net est impacté par les acquisitions réalisées en début d'année et par la distribution aux actionnaires de 39,9m€ au titre de l'exercice 2015.

Distribution au titre de l'exercice 2015

L'Assemblée Générale des actionnaires qui s'est tenue le 27 mai 2016 a approuvé la distribution de 0,35€ par action au titre de l'exercice 2015. Cette distribution a été effectuée le 7 juin 2016 pour un montant total de 39,9m€. En 2015, la distribution a été effectuée le 2 juillet 2015.

Définitions financières

- La croissance organique du chiffre d'affaires du Groupe est calculée en excluant (i) les effets des changements de périmètre de consolidation des « acquisitions importantes » et des « cessions importantes » réalisées pendant chacune des périodes comparées ainsi que (ii) l'effet de la variation des taux de change.
- L'EBITDA est défini comme l'EBIT, avant dotations aux amortissements net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat.
- La marge d'EBITDA est défini comme l'EBITDA divisé par le chiffre d'affaires.
- L'EBIT est défini comme le bénéfice net (ou la perte nette) avant résultat financier, charge d'impôt, quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, amortissement des relations clientèle, pertes de valeur sur écarts d'acquisition, autres produits et charges opérationnels, frais financiers divers (services bancaires comptabilisés dans le résultat opérationnel) et charges IFRS 2 (paiements fondés sur des actions).
- Le Free cash-flow courant est défini comme l'EBITDA moins ses éléments non-cash et diminué de la variation de besoin en fonds de roulement opérationnel, des achats de linge, des investissements industriels (nets des cessions), de l'impôt payé et des intérêts financiers payés.
- La notion d'endettement net ajusté utilisée par le Groupe est constituée de la somme des dettes financières non courantes, des dettes financières courantes et de la trésorerie et équivalents de trésorerie ajustée des frais d'émission d'emprunts capitalisés restants à amortir selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et du compte courant bloqué de participation.

3.3 Événements postérieurs à l'arrêté des comptes semestriels

Aucun événement n'est survenu postérieurement à l'arrêté des comptes semestriels.

4

Gouvernement d'entreprise

4.1	Composition du conseil de surveillance au 30 juin 2016	15
4.2	Composition des comités du conseil de surveillance au 30 juin 2016.....	16
4.3	Composition du directoire au 30 juin 2016.....	16
4.4	Rémunération des membres du directoire	16

Le 27 mai 2016, l'assemblée générale mixte des actionnaires a réuni un quorum de 74,01 % représentant 242 actionnaires et un total de 84 317 482 actions représentant 104 493 082 droits de vote. Cette assemblée générale a approuvé l'ensemble des résolutions figurant à l'ordre du jour.

Comme indiqué ci-avant à la section 3.1.2, au cours de cette assemblée générale, les actionnaires ont notamment approuvé la recommandation du conseil de surveillance de renouveler les mandats de membres du conseil de surveillance de Messieurs Michel Datchary et Marc Frappier pour une période de quatre années et, la ratification de la nomination de Monsieur Maxime de Bentzmann en qualité de nouveau membre du conseil de surveillance pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur. Le conseil de surveillance a par ailleurs renouvelé Messieurs Michel Datchary et Marc Frappier dans leurs fonctions respectives au sein du comité des nominations et des rémunérations.

Le 1^{er} juin 2016, le conseil de surveillance a coopté Madame Magali Chesse en qualité de nouveau membre du conseil de surveillance en remplacement de Madame Virginie Morgon, démissionnaire. A cette même date, Monsieur Philippe Audouin a fait part de sa décision de démissionner de ses fonctions au sein du comité d'audit sans incidence sur son mandat de membre du conseil de surveillance. Madame Magali Chesse a été désignée par le conseil de surveillance pour lui succéder au comité d'audit.

4.1 Composition du conseil de surveillance au 30 juin 2016

Au 30 juin 2016, le conseil de surveillance d'Elis se compose de neuf membres, dont trois femmes, et cinq membres indépendants, soit 56 % des membres du conseil de surveillance :

Nom ou dénomination sociale	Qualité	Expiration du mandat
Thierry Morin	Président du conseil de surveillance	■ Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2018
Marc Frappier	Vice-Président du conseil de surveillance	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2019
Michel Datchary	Membre du conseil de surveillance	■ Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2019
Magali Chesse	Membre du conseil de surveillance	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2018
Philippe Delleur	Membre du conseil de surveillance	■ Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2018
Florence Noblot	Membre du conseil de surveillance	■ Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2016
Agnès Pannier-Runacher	Membre du conseil de surveillance	■ Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2017
Philippe Audouin	Membre du conseil de surveillance	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2016
Maxime de Bentzmann	Membre du conseil de surveillance	Assemblée générale appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2017

■ Membre indépendant.

4.2 Composition des comités du conseil de surveillance au 30 juin 2016

Au 30 juin 2016, la composition des comités du conseil de surveillance est la suivante :

- le comité d'audit est composé des trois membres suivants (dont deux membres indépendants) pour la durée coïncidant avec celle de leur mandat respectif au sein du conseil de surveillance :
 - Agnès-Pannier-Runacher, Présidente du comité d'audit,
 - Thierry Morin, membre du comité d'audit,
 - Magali Chesse, membre du comité d'audit ;
- le comité des nominations et des rémunérations est composé des trois membres suivants, (dont deux membres indépendants) nommés pour une durée coïncidant avec celle de leur mandat respectif de membre du conseil de surveillance :
 - Michel Datchary, Président du comité des nominations et des rémunérations,
 - Florence Noblot, membre du comité des nominations et des rémunérations,
 - Marc Frappier, membre du comité des nominations et des rémunérations.

4.3 Composition du directoire au 30 juin 2016

Au 30 juin 2016, le directoire est composé des trois membres suivants :

Nom	Qualité	Expiration du mandat
Xavier Martiré	Président du directoire	5 septembre 2018
Louis Guyot	Membre du directoire	5 septembre 2018
Matthieu Lecharny	Membre du directoire	5 septembre 2018

4.4 Rémunération des membres du directoire

Conformément à l'autorisation de l'assemblée générale du 27 mai 2016 consentie aux termes de sa 22^e résolution et du conseil de surveillance, sur avis du comité des nominations et des rémunérations, un nouveau plan d'attribution d'actions de performance a été mis en place au cours du premier semestre 2016. Il bénéficie des nouvelles dispositions de la loi Macron du 6 août 2015.

Ainsi, le 15 juin 2016, dans le cadre de ce nouveau plan, Xavier Martiré, Président du Directoire s'est vu attribuer 207 520 actions de performance au titre de ses fonctions de Président du Directoire, et les deux autres membres du directoire, Louis Guyot et Matthieu Lecharny se sont vus attribuer chacun 35 071 actions de performance au titre de leurs fonctions respectives de Directeur Administratif et Financier et de Directeur Général Adjoint en charge des opérations. Cette attribution s'est inscrite dans le cadre d'un plan d'ensemble bénéficiant à plus de 200 cadres dirigeants et supérieurs du Groupe, pour un total de 998 636 actions (représentant 0,875 % du capital social de la Société à la date de la décision d'attribution, dont 0,243 % pour les membres du directoire).

Les actions de performance attribuées en 2016 sont de deux catégories (A et B).

L'acquisition de ces actions de performance pour chaque catégorie par les membres du comité de direction (en ce compris les membres du directoire) ne sera définitive qu'à l'issue d'une période d'acquisition de trois ans suivant la date d'attribution. Cette acquisition est soumise à une condition de présence et à des conditions de performance, ces dernières étant définies en référence à trois critères quantitatifs liés au chiffre d'affaires consolidé, à l'EBIT consolidé et à la performance relative du cours de l'action de la Société par rapport à l'indice SBF 120 en ce qui concerne les Actions de Performance de catégorie A, et en référence à deux critères liés au chiffre d'affaires et à l'EBIT en ce qui concerne les actions de catégorie B.

La détermination du nombre définitif d'actions acquises à l'issue de la période d'acquisition sera appréciée au terme d'une période de performance de deux exercices (i.e. au terme de l'exercice 2017) pour 67 % des actions de performance de chaque catégorie attribuées, et au terme d'une période de performance de trois exercices (i.e au terme de l'exercice 2018) pour 33 % des actions de performance attribuées de chaque catégorie.

Le nombre d'actions définitivement acquises sera fonction du nombre d'objectifs atteints, étant précisé que pour chaque catégorie d'actions de performance, l'atteinte des critères de performance est binaire de sorte que si le critère n'est pas atteint, la fraction des droits attachée à l'objectif concerné n'est pas due et les actions afférentes ne sont pas acquises.

Sur cette base, les bénéficiaires acquerront 20 % des actions de performance de catégorie A attribuées si un critère est atteint, 50 % des actions de performance de catégorie A attribuées si 2 critères sont atteints et 100 % des actions de performance de catégorie A attribuées si les 3 critères sont atteints. S'agissant des actions de performance de catégorie B, leur acquisition requiert l'atteinte d'au moins un objectif, étant précisé que la réalisation d'un seul des objectifs donne droit à l'acquisition de 50 % des actions attribuées.

Il n'y a pas de période de conservation dans le cadre de ce plan, mais chaque membre du directoire est soumis à une obligation de conservation jusqu'à la cessation de ses fonctions.

5

Comptes consolidés intermédiaires condensés

5.1 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière
semestrielle 19

5.2 Comptes consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2016 20

5.2.1	État du résultat consolidé intermédiaire	20
5.2.2	État du résultat global consolidé intermédiaire.....	21
5.2.3	État de la situation financière consolidée intermédiaire actif.....	22
5.2.4	État de la situation financière consolidée intermédiaire - passif et capitaux propres	23
5.2.5	Tableau des flux de trésorerie consolidés	24
5.2.6	Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2016.....	25
5.2.7	Variation des capitaux propres consolidés intermédiaires au 30 juin 2015.....	26
5.2.8	Notes explicatives	27

5.1 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016

Elis SA 33, rue Voltaire

92800 Puteaux

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société ELIS, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalie significative obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly Sur Seine et à Courbevoie, le 26 juillet 2016

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Bruno TESNIERE

Mazars

Isabelle MASSA

5.2 Comptes consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2016

5.2.1 ÉTAT DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

En milliers d'euros	Notes	S1-2016	S1-2015
<i>(non audité)</i>			
Produits de l'activité ordinaire	3.1	730 233	682 396
Coût du linge, des appareils et des autres consommables		(121 083)	(114 700)
Coûts de traitement		(276 906)	(255 210)
Coûts de distribution		(116 482)	(110 830)
Marge brute		215 762	201 656
Frais de Vente, Généraux et Administratifs		(123 919)	(114 752)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotation aux amortissements des relations clientèle	3.2	91 843	86 904
Dotation aux amortissements des relations clientèle	4.1	(22 017)	(21 769)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition		0	0
Autres produits et charges opérationnels	4.2	(2 550)	(25 970)
Résultat opérationnel		67 275	39 165
Résultat financier	8.1	(27 003)	(144 556)
Résultat avant impôt		40 272	(105 391)
Charge d'impôt	9	(17 145)	24 751
Quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		0	0
Résultat net		23 127	(80 640)
Attribuables aux :			
- actionnaires de la société mère		23 119	(80 638)
- participations ne donnant pas le contrôle		8	(2)
Résultat par action :			
- de base, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	0,20 €	-0,82 €
- dilué, revenant aux actionnaires de la société mère	10.3	0,20 €	-0,82 €

5.2.2 ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE

En milliers d'euros	Notes	S1-2016	S1-2015
Résultat net		23 127	(80 640)
Gains (pertes) résultant de l'évaluation à la juste valeur des instruments de couverture		(5 399)	961
Reclassement de la réserve de couverture en compte de résultat		402	5 887
Total variation de la réserve de couverture		(4 997)	6 848
Effets d'impôts		1 716	(2 358)
Réserves de conversion		28 642	3 945
Autres éléments du résultat global pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net		25 361	8 435
Reconnaissance des pertes et gains actuariels en capitaux propres		(3 740)	0
Effets d'impôt		1 288	0
Autres éléments du résultat global ne pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net		(2 452)	0
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		22 909	8 435
RESULTAT GLOBAL TOTAL		46 037	(72 205)
Attribuables aux :			
- actionnaires de la société mère		46 027	(72 107)
- participations ne donnant pas le contrôle		10	(98)

5.2.3 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE INTERMEDIAIRE ACTIF

En milliers d'euros	Notes	30/06/2016	31/12/2015
		net	net
<i>(non audité)</i>			
Ecarts d'acquisition	6.1	1 616 759	1 586 889
Immobilisations incorporelles		354 681	370 965
Immobilisations corporelles		800 876	775 214
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		0	0
Actifs disponibles à la vente		180	146
Autres actifs non courants		4 811	6 270
Actifs d'impôt différé		14 131	12 444
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS		2 791 437	2 751 927
Stocks		55 779	52 464
Clients et autres débiteurs		395 957	358 339
Actifs d'impôt exigibles		3 280	4 099
Autres actifs		14 868	12 780
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.3	136 302	56 594
Actifs détenus en vue de la vente	2.4	8 364	0
TOTAL DES ACTIFS COURANTS		614 550	484 276
TOTAL ACTIF		3 405 987	3 236 203

5.2.4 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE INTERMEDIAIRE - PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Notes	30/06/2016	31/12/2015
<i>(non audité)</i>			
Capital émis	10.1	1 140 062	1 140 062
Primes liées au capital		280 874	320 777
Autres réserves		724	724
Résultats accumulés non distribués		(341 753)	(361 531)
Autres composantes des capitaux propres		(21 712)	(45 610)
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE		1 058 195	1 054 420
PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE		603	(338)
CAPITAUX PROPRES		1 058 798	1 054 083
Provisions	7.1	23 514	23 820
Passifs liés aux avantages au personnel		62 642	58 259
Emprunts et dettes financières	8.2	1 267 226	1 267 386
Passifs d'impôt différés		187 322	181 770
Autres passifs non courants		44 088	39 810
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS		1 584 792	1 571 045
Provisions - part à moins d'un an	7.1	5 576	5 766
Dettes d'impôt exigible		1 190	1 787
Fournisseurs et autres créditeurs		128 768	135 034
Autres passifs		244 853	232 546
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	8.2	379 408	235 942
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente	2.4	2 603	0
TOTAL DES PASSIFS COURANTS		762 398	611 076
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		3 405 987	3 236 203

5.2.5 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En milliers d'euros	Note	S1-2016	S1-2015
<i>(non audité)</i>			
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE			
RESULTAT NET CONSOLIDE		23 127	(80 640)
Dotations nettes aux amortissements et provisions	4.1	144 060	137 613
Quote part de subvention virée au compte de résultat	4.1	(58)	(59)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition		0	0
Paiements en actions		654	345
Ajustement de l'actualisation de provisions et avantages au personnel	8.1	502	466
Plus et moins-values de cession		903	274
QP de résultats liée aux sociétés mises en équivalence		0	0
Autres		(817)	(1 141)
Dividendes (titres non consolidés)		(12)	(12)
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT APRES COUT DE L' ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPOT		168 359	56 846
Coût de l'endettement financier net	8.1	26 787	75 206
Charge d'impôt		17 145	(24 751)
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT AVANT COUT DE L' ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPOT		212 292	107 301
Impôts versés		(7 120)	(11 563)
Variation des stocks		(2 636)	1 090
Variation des clients et autres débiteurs		(31 383)	(17 565)
Variation des autres actifs		(2 702)	1 239
Variation des comptes fournisseurs et autres créditeurs		(7 339)	(14 126)
Variation des autres passifs		7 856	3 037
Variation des autres postes		(103)	(37)
Avantages au personnel		204	289
FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE		169 070	69 665
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX INVESTISSEMENTS			
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles		(4 879)	(3 143)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles		0	0
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles		(129 239)	(138 334)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles		185	386
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	2.1	(32 122)	(52 377)
Encaissements liés aux cessions de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée		1 000	1 000
Variation des prêts et avances consentis		461	300
Dividendes reçus des participations associées		12	12
Subventions d'investissement		54	11
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		(164 528)	(192 145)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation de capital		457	689 418
Actions propres		449	(1 002)
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice			
- versés aux actionnaires de la société mère		(39 871)	0
- versés aux minoritaires des sociétés intégrées		0	0
Variation de l'endettement (1)		136 210	(472 059)
- Encaissements liés aux nouveaux emprunts		866 865	2 088 639
- Remboursement d'emprunts		(730 655)	(2 560 698)
Intérêts financiers nets versés		(22 790)	(52 466)
Autres flux liés aux opérations de financement		(331)	1 231
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		74 125	165 122
VARIATION DE TRESORERIE		78 666	42 642
Trésorerie à l'ouverture		55 697	58 523
Incidence de la variation du cours des devises sur la trésorerie		1 123	309
TRESORERIE A LA CLOTURE		135 486	101 475
	8.3		

(1) Variation nette des lignes de crédit

5.2.7 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES AU 30 JUIN 2015

En milliers d'euros (non audité)	Capital émis au capital	Primes liées	Autres réserves	Résultats accumulés non distribués	Réserves de couverture	Réserves de conversion	Réserves sur paiements en actions	Réserves sur actions propres	Ecart actuariels	Impôt différé	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Solde au 31 décembre 2014	497 610	175 853	7 224	(302 305)	(13 238)	574	0	0	(3 273)	5 832	368 277	(125)	368 152
Augmentations de capital	658 805	181 801									840 606		840 606
Réductions de capital	(16 354)	(3 463)		(1 410)							(21 227)		(21 227)
Distributions aux actionnaires		(33 402)	(6 500)	21							(39 881)		(39 881)
Incidence des variations de périmètre										0	0		0
Autres variations				(8)			345	(1 002)			(665)		(665)
Résultat net de la période				(80 638)							(80 638)	(2)	(80 640)
Gains (pertes) comptabilisés directement en capitaux propres					6 848	4 042			0	(2 358)	8 532	(97)	8 436
Résultat global total				(80 638)	6 848	4 042	0	0	0	(2 358)	(72 106)	(98)	(72 204)
Solde au 30 juin 2015	1 140 062	320 789	724	(384 334)	(6 390)	4 610	345	(1 002)	(3 273)	3 475	1 075 004	(224)	1 074 780
								(2 235)					

5.2.8 NOTES EXPLICATIVES

Le groupe Elis est un leader de la location et de l'entretien de textiles et des services d'hygiène en Europe continentale et en Amérique latine. Elis est une société de droit français, cotée sur le marché Euronext à Paris, dont le siège social est situé au 33, rue Voltaire, 92800 Puteaux, France.

Les présents comptes consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le directoire le 25 juillet 2016 et ont fait l'objet d'un examen par le comité d'audit du 22 juillet 2016 et par le conseil de surveillance d'Elis le 25 juillet 2016. Ils ont par ailleurs fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes.

NOTE 1	Méthodes et principes comptables	30
NOTE 2	Faits marquants et modification du périmètre de consolidation	34
NOTE 3	Information sectorielle	38
NOTE 4	Autres données opérationnelles	40
NOTE 5	Charges et avantages du personnel	41
NOTE 6	Immobilisations incorporelles et corporelles	42
NOTE 7	Provisions et passifs éventuels	43
NOTE 8	Financement et instruments financiers	45
NOTE 9	Impôts sur les résultats	49
NOTE 10	Capitaux propres et résultat par action	49
NOTE 11	Engagements hors bilan	50
NOTE 12	Informations relatives aux parties liées	50
NOTE 13	Événements postérieurs à la date de clôture	50

NOTE 1 METHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

1.1 BASE DE PREPARATION

Les comptes semestriels consolidés condensés du groupe Elis comprennent les comptes d'Elis et de ses filiales.

Le groupe Elis (ou le Groupe) désigne la société Elis (ou la Société), société mère du groupe Elis et les sociétés qu'elle contrôle et qui sont consolidées.

Ces comptes sont établis selon le principe de continuité d'exploitation, et selon la convention du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente, qui sont évalués à la juste valeur. Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

1.2 REFERENCIEL APPLIQUE

Les comptes consolidés intermédiaires condensés d'Elis pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union Européenne. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas l'intégralité de l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Ils ont été préparés conformément aux normes internationales établies par l'IASB incluant : les IFRS, IAS (*International Accounting Standards*), complétées des interprétations formulées par l'ancien *International Financial Committee* (« IFRIC »), à présent appelé *IFRS Interpretation Committee* ou émises par l'organisme qui l'a précédé le *Standing Interpretation Committee* (« SIC »), approuvées par l'Union européenne et applicables à cette date. Au 30 juin 2016, le Groupe n'a pas anticipé les normes, amendements ou interprétations dont l'application n'est pas obligatoire.

Les comptes présentent :

- l'état du résultat et l'état du résultat global consolidé ;
- l'état de la situation financière consolidée ;
- le tableau des flux de trésorerie ;
- le tableau de variation des capitaux propres ;
- les notes explicatives.

Ils sont présentés comparativement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2015 et avec les comptes consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2015.

1.3 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES DETERMINANTS

La préparation des comptes intermédiaires requiert du management de procéder à des estimations et de faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ces futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Pour la préparation des présents comptes consolidés intermédiaires condensés, les jugements exercés par le management dans l'application des principes comptables du Groupe et les principales estimations sont identiques à ceux retenus pour l'établissement des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2015, à l'exception de :

- l'estimation réalisée pour la comptabilisation de la charge intermédiaire d'impôt ;
- la CVAE et la participation qui sont provisionnées à 50 % de la charge annuelle estimée ;
- les engagements de retraite n'ont pas fait l'objet de nouvelles évaluations actuarielles dans le cadre des comptes consolidés intermédiaires condensés. La charge de retraite pour la période représente 50 % de la charge estimée pour 2016 sur la base des données retenues au 31 décembre 2015, extrapolée des

variations significatives des hypothèses (taux d'actualisation en France). Au cas particulier de la Suisse, le taux d'actualisation des provisions pour indemnités de fin de carrière a diminué de l'ordre de 50 points de base par rapport au 31 décembre 2015. Une telle baisse entraînerait une augmentation des engagements de l'ordre de 6,5 millions d'euros en contrepartie des capitaux propres consolidés. Les actifs de couverture des engagements de retraite de la Suisse n'ont par ailleurs pas fait l'objet d'une réévaluation au 30 juin 2016. L'incidence de ces variations n'a pas été constatée dans les comptes consolidés condensés au 30 juin 2016.

1.4 PRODUITS PERÇUS DE FAÇON SAISONNIERE

Les produits des activités ordinaires, le résultat opérationnel avant autres produits et charges et tous les indicateurs opérationnels sont peu sujets aux fluctuations saisonnières, à l'exception de l'activité touristique et des congés d'été qui impactent l'activité de certains centres. De plus, l'impact de la saisonnalité varie selon les pays dans lesquels le Groupe réalise ses opérations. Par conséquent, les résultats intermédiaires pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016 ne reflètent pas forcément ce que seront les résultats attendus pour la totalité de l'année 2016.

1.5 CHANGEMENTS COMPTABLES ET RETRAITEMENTS DES INFORMATIONS FINANCIERES DES EXERCICES ANTERIEURS

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, les normes, amendements et améliorations publiés par l'IASB dont l'application est obligatoire au 1^{er} janvier 2016 n'ayant pas d'impact sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2016.

Par ailleurs, la norme IFRS3 impose de retraiter rétrospectivement les périodes antérieurement publiées dans les cas de regroupements d'entreprises (comptabilisation du montant définitif de la juste valeur des actifs acquis ainsi que des passifs et passifs éventuels assumés lorsque cette juste valeur avait été déterminée de manière provisoire à la clôture précédente).

En lien avec les acquisitions réalisées dans les 12 derniers mois, le montant de l'écart d'acquisition figurant dans les comptes consolidés intermédiaires condensés a été alloué à hauteur de 2 452 milliers d'euros par rapport au montant présenté dans les comptes consolidés au 31 décembre 2015 publiés dans le document de référence.

Les tableaux suivants présentent les effets de cette affectation par rapport au bilan au 31 décembre 2015 arrêté en mars 2016.

En milliers d'euros	31/12/2015 publié	IFRS 3	31/12/2015 retraité
<i>(non audité)</i>			
Ecart d'acquisition	1 589 340	-2 452	1 586 889
Immobilisations incorporelles	368 778	2 188	370 965
Immobilisations corporelles	774 923	290	775 214
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	0	0	0
Actifs disponibles à la vente	146	0	146
Autres actifs non courants	6 270	0	6 270
Actifs d'impôt différé	12 118	326	12 444
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	2 751 575	352	2 751 927
Stocks	52 547	-83	52 464
Clients et autres débiteurs	358 341	-2	358 339
Actifs d'impôt exigibles	4 099	0	4 099
Autres actifs	12 780	0	12 780
Trésorerie et équivalents de trésorerie	56 594		56 594
Actifs détenus en vue de la vente	0	0	0
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	484 361	-85	484 276
TOTAL ACTIF	3 235 936	267	3 236 203

En milliers d'euros	31/12/2015 publié	IFRS 3	31/12/2015 retraité
<i>(non audité)</i>			
Capital émis	1 140 062	0	1 140 062
Primes liées au capital	320 777	0	320 777
Autres réserves	724	0	724
Résultats accumulés non distribués	(361 142)	(389)	(361 531)
Autres composantes des capitaux propres	(45 616)	6	(45 610)
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE	1 054 804	(383)	1 054 420
PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	(338)	0	(338)
CAPITAUX PROPRES	1 054 466	(383)	1 054 083
Provisions	22 918	902	23 820
Passifs liés aux avantages au personnel	58 259	0	58 259
Emprunts et dettes financières	1 267 386	0	1 267 386
Passifs d'impôt différés	182 131	(360)	181 770
Autres passifs non courants	39 639	171	39 810
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	1 570 332	712	1 571 045
Provisions - part à moins d'un an	5 766	0	5 766
Dettes d'impôt exigible	1 848	(60)	1 787
Fournisseurs et autres créditeurs	135 059	(25)	135 034
Autres passifs	232 546	0	232 546
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	235 919	23	235 942
Passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente	0	0	0
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	611 138	(62)	611 076
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	3 235 936	267	3 236 203

NOTE 2 FAITS MARQUANTS ET MODIFICATION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2.1 ACQUISITIONS REALISEES AU 1^{ER} SEMESTRE 2016

Le Groupe a procédé aux investissements suivants au cours de la période :

En Allemagne :

Le 7 janvier 2016, le Groupe a fait l'acquisition de deux blanchisseries à Wismar et à Stralsund, employant 340 personnes. Cette première acquisition de l'année 2016 vient renforcer l'implantation industrielle d'Elis en Allemagne, qui compte désormais 11 centres de production.

Réalisant ensemble environ 14 millions d'euros de chiffre d'affaires, l'usine de Wismar sert autant de clients de l'hôtellerie-restauration que de la santé, tandis que celle de Stralsund, située sur le littoral de la mer Baltique, a une majorité de clients hôteliers.

Au Brésil :

Le Groupe a fait l'acquisition le 15 juin 2016 de la société Uniforme Lavanderia e Locação Eireli opérant une blanchisserie à Camaçari servant principalement l'industrie dans la région de Bahia (chiffre d'affaires de 0,6 million d'euros en 2015) et employant environ 26 salariés.

En Espagne :

Elis Manomatic a procédé le 2 juin 2016 à l'acquisition des actifs de la société Servicios Hosteleros Textil Rent, en liquidation, opérant une blanchisserie à Almansa (Albacete) servant principalement l'hôtellerie-restauration dans la région de Valence, Alicante et Murcia (chiffre d'affaires de 1,5 million d'euros en 2015) et employant environ 40 salariés.

En France :

Le 1^{er} avril 2016, le Groupe a acquis la société BMF, basée à Yerres (91). Avec un effectif de 16 collaborateurs, BMF a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires total de 1,1 million d'euros sur le marché de la désinsectisation, la dératification et la désinfection.

En Suisse :

Le 9 juin 2016, le Groupe a fait l'acquisition de On My Way, start-up suisse offrant des solutions pressing innovantes aux particuliers (www.on-my-way.ch). On My Way propose aux particuliers un service de nettoyage, en récupérant leur linge dans des points de collecte placés sur leurs trajets quotidiens (stations-service, supermarchés) ainsi qu'au sein de leurs entreprises. Cette activité constitue le prolongement naturel des services du Groupe.

■ PRINCIPALES DONNEES SUR CES TRANSACTIONS

Les actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	Juste valeur reconnue à la date d'acquisition	dont France	dont Allemagne	dont Espagne	dont Suisse	dont Brésil
Bilan						
Immobilisations incorporelles	385	0	361	0	24	0
Immobilisations corporelles	19 329	938	12 828	5 245	14	304
Actifs disponibles à la vente	47	0	47	0	0	0
Autres actifs non courants	0	0	0	0	0	0
Actifs d'impôt différé	0	0	0	0	0	0
Stocks	96	2	76	0	18	0
Clients et autres débiteurs	1 440	320	1 043	0	30	47
Actifs d'impôt exigibles	54	0	54	0	0	0
Autres actifs	164	7	114	0	11	32
Actifs financiers de gestion de trésorerie	0	0	0	0	0	0
Trésorerie et équivalents	1 252	364	898	0	(10)	0
Provisions	(67)	(67)	0	0	0	0
Passifs liés aux avantages au personnel	(27)	0	(27)	0	0	0
Emprunts et dettes financières	(3 057)	(6)	(2 923)	0	(128)	0
Passifs d'impôt différés	(566)	0	(566)	0	0	0
Autres passifs non courants	0	0	0	0	0	0
Provisions - part à moins d'un an	(4)	0	(4)	0	0	0
Passifs liés aux avantages au personnel - à moins d'un an	0	0	0	0	0	0
Dettes d'impôt exigible	1	25	(24)	0	0	0
Fournisseurs et autres créditeurs	(824)	(42)	(718)	0	(13)	(52)
Autres passifs	(3 852)	(163)	(3 173)	(100)	(21)	(396)
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	(104)	0	0	0	(103)	(1)
Total des actifs et passifs identifiés à la juste valeur	14 265	1 378	7 986	5 145	-177	-66
Participations ne donnant pas le contrôle à la juste valeur	(1 820)	0	0	0	(1 820)	0
Ecart d'acquisition	12 753	533	8 326	0	3 361	533
Prix d'acquisition	25 199	1 911	16 312	5 145	1 365	467

Flux de trésorerie liés aux acquisitions

(en milliers d'euros)	30/06/2016	dont France	dont Allemagne	dont Espagne	dont Suisse	dont Brésil
Trésorerie nette acquise avec les filiales	1 251	364	898	0	(10)	0
Montant versé	(33 373)	(2 453)	(16 919)	(4 148)	(4 004)	(5 849)
Flux net de trésorerie	(32 122)	(2 089)	(16 021)	(4 148)	(4 014)	(5 849)

Au 30 juin 2016, compte tenu des récentes acquisitions, la comptabilisation initiale des regroupements d'entreprises acquises au cours des 12 derniers mois est inachevée et les montants ci-dessus ne sont donc déterminés qu'à titre provisoire.

Depuis leur acquisition, les sociétés acquises ont contribué pour 7,9 millions d'euros au chiffre d'affaires et pour 0,4 million d'euros au résultat opérationnel (avant amortissement des relations clientèle).

Écarts d'acquisition résiduels

Les écarts d'acquisition résiduels correspondent à des éléments non identifiables comme la valeur des personnels du Groupe ainsi que les synergies futures attendues de l'acquisition.

2.2 RACHATS DE PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE

En février 2016, le Groupe a acquis, par règlement en trésorerie, la totalité des intérêts minoritaires du sous-groupe InoTex. L'impact de ce rachat est présenté sur la ligne « incidence des variations de périmètre » du tableau de variation des capitaux propres au 30 juin 2016.

2.3 MODIFICATIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les modifications du périmètre intervenues au cours du 1^{er} semestre 2016 sont les suivantes :

Dénomination	Siège social	Activité principale	% d'intérêts 2016	% d'intérêts 2015
France				
BMF	Yerres	Services textiles & hygiène	100	-
Allemagne				
Wismarer Wäscherei GmbH	Wismar	Services textiles & hygiène	100	-
KlinTex GmbH	Waren/Müritz	Autre activité	100	-
Textilpflege Stralsund GmbH & Co. KG	Stralsund	Services textiles & hygiène	100	-
Textilpflege Stralsund Verwaltungs GmbH	Stralsund	Autre activité	100	-
Brésil				
AJS Industria e Comercio de Confeccoes Ltda	Eusébio	Autre activité	Liquidation	100
Uniforme Lavanderia e Locação Eireli EPP	Camaçari	Services textiles & hygiène	100	-
Espagne				
Elis Indusal UTE	Parets del Vallès (Barcelone)	Services textiles & hygiène	90	-
Suisse				
Blanchisserie des Epinettes, Acacias S.A.	Nyon	Autre activité	Fusion	100
Hedena S.A.	Nyon	Autre activité	Fusion	100
InoTex Bern AG	Berne	Services textiles & hygiène	100	84
Lavopital S.A.	Plan-Hes-Ouates	Sans activité	Fusion	100
Lavotel Textilleasing GmbH	Rüdtligen-Alchenflüh	Services textiles & hygiène	Fusion	100
On my Way	Lausanne	Services textiles & hygiène	50	-
Picsou Management AG	Muri Bei Bern	Autre activité	100	51
SiRo Holding AG	Muri Bei Bern	Autre activité	100	51
Wäscheria Textil Service AG	Illanz	Services textiles & hygiène	100	84
Wäscheria Textil Service Bad Ragaz AG	Bad Ragaz	Services textiles & hygiène	100	84
WashTex Holding AG	Berne	Autre activité	100	84

2.4 ACTIFS DETENUS EN VUE DE LA VENTE

Au 30 juin 2016, les actifs détenus en vue de la vente moins les passifs liés se décomposent ainsi :

(en milliers d'euros)	30/06/2016
Actifs non courants	
Ecarts d'acquisition	0
Immobilisations incorporelles	0
Immobilisations corporelles	8 364
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	0
Actifs courants	
Stocks	0
Clients et autres débiteurs	0
Autres actifs	0
Trésorerie et équivalents	0
Actifs destinés à être cédés	8 364
Passifs non courants	
Provisions	687
Passifs liés aux avantages au personnel	0
Passifs d'impôt différés	1 916
Passifs courants	
Fournisseurs et autres créditeurs	0
Autres passifs	0
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	2 603

Le Groupe a notamment reclassé, en actifs détenus en vue de la vente, les actifs du site de Puteaux sur lequel le siège du Groupe et un ancien centre de production sont situés. En effet, la société M.A.J. a signé, en date du 15 juillet 2015, la promesse de vente de ce site avec un groupement de promoteurs immobiliers, pour un montant maximum de 54 millions d'euros. La vente ne deviendra définitive qu'après la levée de différentes conditions suspensives, dont notamment l'obtention du permis de construire du programme de logements. Cette promesse de vente expirera le 30 mars 2017.

2.5 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE LIES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le Groupe a réalisé début juillet 2016 deux acquisitions en Suisse :

- Hygienis SA, spécialisée sur le marché de la dératisation, la désinfection et la désinsectisation (Prévention 3D). Hygienis a réalisé un chiffre d'affaires de 2,2 millions de francs suisses en 2015 et emploie 12 personnes ;
- Wäscherei Mariano, une blanchisserie proche de Zurich servant principalement des clients du secteur de la restauration. La société emploie 45 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 7 millions de francs suisses. Cette opération permet à Elis de renforcer sa couverture dans le canton de Zürich, premier marché hôtelier du pays. Le Groupe dispose désormais de 18 sites de productions sur ce territoire ce qui constitue un réseau inégalé pour traiter les clients historiques de l'hôtellerie et de la santé, mais aussi de l'industrie avec l'offre de vêtements professionnels.

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

La définition des secteurs et les règles d'évaluation du résultat des secteurs au 30 juin 2016 sont homogènes avec celles retenues pour l'établissement des comptes annuels.

3.1 PRODUITS DE L'ACTIVITÉ ORDINAIRE

(en millions d'euros)	S1-2016	France	Europe	Amérique latine	Entités manufacturières	Eliminations & holdings	Total
Clients externes		484,7	176,3	59,8	9,5		730,2
Inter-secteur		0,6	0,3	(0,0)	4,7	(5,7)	0,0
Produits de l'activité ordinaire du secteur		485,3	176,6	59,8	14,2	(5,7)	730,2

(en millions d'euros)	S1-2015	France	Europe	Amérique latine (Brésil)	Entités manufacturières	Eliminations & holdings	Total
Clients externes		478,6	150,2	45,1	8,5		682,4
Inter-secteur		0,9	0,2	(0,0)	5,5	(6,6)	0,0
Produits de l'activité ordinaire du secteur		479,5	150,4	45,1	14,0	(6,6)	682,4

3.2 RÉSULTAT

(en millions d'euros)	S1-2016	France	Europe	Amérique latine	Entités manufacturières	Eliminations & holdings	Total
Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotation aux amortissements des relations clientèle		83,1	7,3	2,6	1,0	(2,2)	91,8
Frais financiers divers		0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,7
EBIT		83,3	7,4	2,8	1,1	(2,1)	92,5
Dotations aux amortissements net de la quote part de subvention virée au compte de résultat		80,0	33,3	9,7	0,6	0,0	123,6
EBITDA		163,3	40,7	12,5	1,7	(2,1)	216,1
		33,7%	23,1%	20,8%	12,1%		29,6%

(en millions d'euros)	S1-2015	France	Europe	Amérique latine (Brésil)	Entités manufacturières	Eliminations & holdings	Total
Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotation aux amortissements des relations clientèle		83,8	4,1	(0,1)	0,7	(1,7)	86,9
Frais financiers divers		0,3	0,2	0,2	0,0	0,0	0,8
EBIT		84,2	4,3	0,2	0,8	(1,6)	87,7
Dotations aux amortissements net de la quote part de subvention virée au compte de résultat		78,5	29,3	8,4	0,7	0,0	116,9
EBITDA		162,7	33,6	8,6	1,4	(1,6)	204,6
		33,9%	22,3%	19,1%	10,1%		30,0%

Indicateurs non définis par les normes IFRS

L'EBIT est défini comme le bénéfice net (ou la perte nette) avant résultat financier, charge d'impôt, quote-part dans le résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, amortissement des relations clientèle, pertes de valeur sur écarts d'acquisition, autres produits et charges opérationnels, frais financiers divers (services bancaires comptabilisés dans le résultat opérationnel) et charges IFRS 2 (paiements fondés sur des actions).

L'EBITDA est défini comme l'EBIT, avant dotations aux amortissements, net de la quote-part de subvention virée au compte de résultat.

3.3 INFORMATIONS PAR RAPPORT AUX PAYS ET SEGMENTS DE CLIENTELE

(en millions d'euros)	S1-2016	S1-2015
<i>Hôtellerie-Restoration</i>	149,7	145,5
<i>Industrie</i>	94,1	94,0
<i>Commerce & Services</i>	170,6	168,6
<i>Santé</i>	82,5	79,3
<i>Divers</i>	- 12,2	- 8,8
France	484,7	478,6
<i>Allemagne</i>	36,6	25,7
<i>Belgique & Luxembourg</i>	14,7	15,0
<i>République tchèque</i>	0,9	0,9
<i>Suisse</i>	50,3	42,6
<i>Europe du Nord</i>	102,5	84,2
<i>Espagne & Andorre</i>	40,0	33,7
<i>Italie</i>	13,6	13,4
<i>Portugal</i>	20,3	18,8
<i>Europe du Sud</i>	73,8	66,0
Europe	176,3	150,2
<i>Brésil</i>	50,2	45,1
<i>Chili</i>	9,6	-
Amérique latine	59,8	45,1
Entités manufacturières	9,5	8,5
Produits de l'activité ordinaire	730,2	682,4

NOTE 4 AUTRES DONNEES OPERATIONNELLES

4.1 AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET AUTRES CHARGES PAR NATURE

(en milliers d'euros)	S1-2016	S1-2015
Dotations aux amortissements		
- incluses dans le "Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotations aux amortissements des relations clientèle"		
Immobilisations incorporelles et corporelles	(34 692)	(32 041)
Articles textiles et tapis	(80 649)	(76 590)
Autres articles en location-entretien	(8 325)	(8 339)
Quote part de subvention virée au compte de résultat	58	59
- figurant en "autres produits et charges opérationnels"	0	0
- dotations aux amortissements des relations clientèle	(22 017)	(21 769)
Total des dotations aux amortissements nettes de la quote part de subvention virée au compte de résultat	(145 625)	(138 681)
Dotations ou reprises de provisions		
- incluses dans le "Résultat opérationnel avant autres produits et charges et avant dotations aux amortissements des relations clientèle"	1 398	859
- figurant en "autres produits et charges opérationnels"	226	268
Total des dotations ou reprises de provisions	1 624	1 126
Charges de location simple	(17 563)	(16 883)

4.2 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

(en milliers d'euros)	S1-2016	S1-2015
Frais d'acquisitions	(681)	(1 367)
Ajustement de la dette relative aux engagements de rachat de minoritaires	0	1 141
Charges de restructuration	(1 104)	(1 291)
Coûts non capitalisables relatifs au changement de systèmes informatiques	(183)	(1 198)
Litiges	(387)	0
Charges liées aux cessions de sites	(95)	(353)
Frais d'introduction en bourse & rémunérations exceptionnelles liées	0	(21 210)
Charges liées aux actions gratuites accordées après l'introduction en bourse	(654)	(979)
Ecart d'acquisition négatif	817	0
Divers	(263)	(713)
Autres produits et charges opérationnels	(2 550)	(25 970)

NOTE 5 CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

5.1 PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

En application d'IFRS 2, Elis a estimé la juste valeur des services reçus dans le cadre des plans d'actions gratuites en se basant sur la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués, mesurée en utilisant la méthode de Monte-Carlo, celle-ci étant conditionnée par l'évolution du cours de l'action, et pondérée par l'estimation raisonnable d'atteinte des critères d'attribution des actions. La charge, enregistrée avec une contrepartie en capitaux propres, est répartie sur la durée d'acquisition des droits courant à partir de la date du directoire ayant décidé du plan et est comptabilisée en résultat opérationnel.

Le détail des plans d'attribution gratuite d'actions de performance mis en place en 2015 figure dans le document de référence 2015 incluant le rapport financier annuel en pages 197. Au 30 juin 2016, le nombre de droits restant à acquérir dans le cadre de ces plans est de 495 678 actions de performance en ce qui concerne le plan mis en place le 7 avril 2015, et 42 693 actions de performance en ce qui concerne le plan mis en place le 21 décembre 2015.

Au cours du mois de juin 2016, un nouveau plan d'attribution gratuite d'actions de performance a été mis en place. Ce plan porte sur 998 636 actions de performance de deux catégories (A et B) et a bénéficié à un peu plus de 200 cadres dirigeants et supérieurs du Groupe (en ce compris les membres du directoire).

Il est précisé que l'acquisition de ces actions ne sera définitive qu'à l'issue d'une période d'acquisition de 2 ans, à l'exception des membres du comité de direction (en ce compris les membres du directoire), pour lesquels les actions ne seront acquises qu'à l'issue d'une période d'acquisition de 3 ans. L'acquisition des actions est soumise à des conditions de présence et de performance. Les conditions de performance ont été définies en référence à trois critères liés au chiffre d'affaires consolidé, à l'EBIT consolidé et à la performance relative du cours de l'action de la Société par rapport à l'indice SBF 120 en ce qui concerne les actions de catégorie A, et en référence à deux critères liés au chiffre d'affaires consolidé et à l'EBIT consolidé en ce qui concerne les actions de catégorie B.

La détermination du nombre définitif d'actions acquises à l'issue de la période d'acquisition sera appréciée sur une période de performance de deux exercices pour l'ensemble des bénéficiaires à l'exception des membres du comité de direction (en ce compris les membres du directoire) pour lesquels la performance sera mesurée sur deux exercices (2016 et 2017) pour 67 % des actions de performance attribuées et sur une période de trois exercices (2016, 2017 et 2018) pour 33 % des actions de performance attribuées.

5.2 REMUNERATION DES DIRIGEANTS (PARTIES LIEES)

Les dirigeants sont les membres du Comité de Direction qui compte huit membres et le Président du Directoire au 30 juin 2016. Les rémunérations cumulées (payées ou payables) des principaux dirigeants sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	S1-2016	S1-2015
Avantages du personnel	3 330	8 169
Avantages postérieurs à l'emploi	18	29
Indemnités de fin de contrat de travail	-	74
Paiement fondé sur des actions	251	726

NOTE 6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

6.1 ECARTS D'ACQUISITION

(en milliers d'euros)	30/06/2016
Valeur brute	1 654 576
Cumul des pertes de valeur	(67 687)
Valeur nette comptable à l'ouverture	1 586 889
Acquisitions	12 753
Cessions	0
Différences de conversion	15 984
Autres variations	39
Variations sur montant brut	28 776
Pertes de valeur	0
Différences de conversion	1 094
Reclassement en actifs détenus en vue de la vente	0
Variations pertes de valeur	1 094
Valeur nette comptable à la clôture	1 616 759
Valeur brute	1 683 352
Cumul des pertes de valeur	(66 593)

6.2 TESTS DE PERTE DE VALEUR AU 30 JUIN 2016

Conformément à IAS 36, le Groupe apprécie s'il existe un quelconque indice qu'un actif puisse avoir subi une perte de valeur utilisant à la fois des sources d'informations internes et externes.

Les sources d'information externes sont essentiellement constituées par la revue du coût moyen pondéré du capital (WACC).

Les sources d'information internes sont basées sur les *reportings* : une baisse significative de chiffre d'affaires et/ou de profitabilité ou l'incapacité à atteindre le budget sont des indicateurs de perte de valeur.

Etant donné le contexte économique, le Groupe revoit régulièrement la performance de chaque unité génératrice de trésorerie (UGT) afin de décider s'il y a lieu de conduire un test de perte de valeur. Après avoir revu à la fois les sources d'information internes et externes, le management a conclu à l'absence de perte de valeur au 30 juin 2016.

NOTE 7 PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

7.1 PROVISIONS

(en milliers d'euros)	Mise en conformité	Litiges	Autres	Total
Au 31 décembre 2015	16 161	9 072	4 353	29 586
Augmentations / Dotations de l'exercice		750	318	1 068
Variations de périmètre			71	71
Reductions / Reprises de provisions consommées	-519	-2 109	-59	-2 687
Reclassements / Ecart de conversion	-365	840	578	1 053
Au 30 juin 2016	15 277	8 553	5 260	29 090
Part à moins d'un an		4 055	1 522	5 576
Part à plus d'un an	15 277	4 498	3 738	23 514
<i>France</i>	10 537	3 434	1 019	14 990
<i>Europe</i>	2 799	374	186	3 360
<i>Amérique latine</i>	1 940	4 746	4 055	10 741
<i>Entités manufacturières</i>				

7.2 PASSIFS EVENTUELS

Le groupe Elis a des passifs éventuels se rapportant à des litiges ou actions en justice survenant dans le cadre habituel de ses activités, notamment :

- au Brésil :

Procédure relative à des faits supposés de corruption

Suite à une action publique engagée contre plusieurs fournisseurs de services de blanchisserie industrielle dont Atmosfera, et relative à des faits supposés de corruption dans le cadre de marchés dans l'Etat de Rio de Janeiro, Atmosfera a déposé un dossier de défense préliminaire en décembre 2014. Le Procureur a rejeté les arguments avancés par Atmosfera et a décidé la poursuite de l'action publique.

Au 30 juin 2016, Atmosfera reste dans l'attente d'informations supplémentaires et n'est donc pas en mesure d'évaluer le passif éventuel encouru et l'actif compensatoire à recevoir dans le cadre de la garantie de passif. Les anciens propriétaires du groupe Atmosfera, auxquels la procédure a été notifiée à titre conservatoire le 26 novembre 2014 au titre de la convention de garantie en date du 20 décembre 2013 relative à l'acquisition du groupe Atmosfera, ont contesté la demande d'indemnisation formulée par Atmosfera.

Procédures pour conditions de travail dégradantes

- Procédure ouverte par le Procureur de la République

A l'issue d'une audience tenue le 20 avril 2015, aucun accord n'a été conclu entre le Procureur de la République et Atmosfera dans le cadre d'une procédure de conciliation qui aurait impliqué l'adoption par Atmosfera d'une série de mesures. Le dossier de défense d'Atmosfera est en cours d'analyse par le Procureur qui pourrait tenter une action publique afin de contraindre Atmosfera au paiement de dommages-intérêts à caractère punitif. Une provision a été enregistrée à ce titre.

- Procédure ouverte par Atmosfera devant le tribunal des Prud'hommes contre le Ministère brésilien du Travail et de l'Emploi

Atmosfera a déposé un recours visant à contester la décision du Ministère du travail, laquelle prévoyait notamment l'inscription d'Atmosfera sur la liste noire des sociétés condamnées pour ce type de pratiques.

S'agissant de la décision au fond que doit rendre le Tribunal des Prud'hommes, une prochaine audience devrait avoir lieu courant 2016. La décision devrait être rendue dans les semaines qui suivent l'audience, à

moins que le juge n'accepte la production d'éléments de preuve, y compris l'audition de témoins, auquel cas il pourrait s'écouler plusieurs mois avant qu'une décision ne soit rendue.

Dans l'attente, le Ministère brésilien du Travail et de l'Emploi a tenté de contester l'injonction préliminaire qui avait été rendue par le Président de la Cour Suprême du Brésil, au travers d'un décret-loi visant à autoriser la publication de la liste noire lequel est paru le 16 mai dernier rendant la publication d'une liste noire de nouveau possible. Toutefois, précédemment, Atmosfera, qui avait saisi le Tribunal des Prud'hommes d'une demande visant à obtenir la suspension provisoire de son inscription sur liste noire dans l'attente du prononcé d'une décision au fond, a obtenu gain de cause le 7 avril 2015.

■ en France :

Le Groupe a été informé d'une enquête en cours des autorités de concurrence françaises, notamment à la suite d'une plainte relative à certaines pratiques tarifaires du Groupe déposée par un gîte, client du Groupe, auprès de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) des Pays de Loire. Le Groupe ne peut exclure que cette enquête soit étendue à d'autres pratiques que les seules pratiques tarifaires.

Aucune provision n'a été reconnue au 30 juin 2016 compte tenu de la difficulté d'évaluer à ce stade si ce risque se concrétisera et ses éventuelles conséquences, notamment financières, pour le Groupe.

NOTE 8 FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

8.1 RESULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)	S1-2016	S1-2015
Charges financières sur emprunts et comptes courants de participation	(26 560)	(69 657)
Total coût de l'endettement financier brut	(26 560)	(69 657)
Produits et charges résultant de la négociation de dérivés	(281)	(5 887)
Autres produits financiers	54	338
Total coût de l'endettement financier net	(26 787)	(75 206)
Différences positives de change	198	344
Différences négatives de change	(153)	(427)
Ajustement de l'actualisation de provisions et avantages au personnel	(502)	(466)
Autres	241	(68 801)
Total autres produits et charges financiers	(216)	(69 350)
Résultat financier	(27 003)	(144 556)

Les évolutions constatées proviennent principalement :

- du refinancement à des conditions plus favorables, qui a suivi l'introduction en bourse en avril 2015. Le coût de l'endettement financier brut incluait notamment en 2015 une charge d'amortissement accélérée des frais d'émission d'emprunts de 24,9 millions d'euros ;
- des charges résultant de la négociation de dérivés relatives à la réduction le 11 mai 2015 du nominal des swaps de couverture de taux de 650 à 450 millions d'euros (notamment versement d'une soulte d'un montant de 8,4 millions d'euros) ;
- des pertes liées à l'extinction anticipée du montant en principal et des intérêts dus au titre des *Senior Secured Notes* et des *Senior Subordinated Notes* à échéance 2018 et au titre d'environ 40 % du prêt de Legendre Holding 27 (*PIK Proceeds Loan*). Elles figuraient en 2015 pour un montant de 68,9 millions d'euros dans la ligne « autres » du tableau ci-dessus.

8.2 ENDETTEMENT FINANCIER BRUT

Au 30 juin 2016, la dette consolidée se détaille principalement comme suit :

en milliers d'euros	30/06/2016	Taux fixe	Taux variable		Échéances des dettes
			couvert	non couvert	
Obligations High Yield 3%	804 067	804 067			2022
Crédit Senior EURIBOR + 2,125%	582 676		452 076	130 600	2020
Billets de trésorerie	234 900	234 900			inf. à 12 mois
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir	(25 062)	(8 645)	(12 737)	(3 680)	
Compte courant bloqué de participation	28 965	28 965			
Crédit baux	8 187	8 187			
Divers	12 086	9 583	955	1 548	
Découverts bancaires	816			816	
Emprunts et dettes financières	1 646 634	1 077 056	440 294	129 284	

■ Contrat de Crédit Senior

Dans le cadre de la ligne de crédit revolving (*Swingline* et *Revolving Facility*), le Groupe a procédé à 4 tirages d'un montant cumulé de 280 millions d'euros sur des durées inférieures ou égales à un mois (respectivement 55, 95, 60 et 70 millions d'euros) et des remboursements d'un montant cumulé en principal de 200 millions d'euros au cours du premier semestre 2016 (le dernier tirage de 70 millions d'euros sera remboursé fin juillet).

Le Groupe dispose au 30 juin 2016 d'une ligne de crédit non utilisée pour un montant d'environ 270 millions d'euros dont 35,1 millions d'euros disponibles.

■ Billets de trésorerie

L'encours du programme de Billets de trésorerie au 30 juin 2016 s'élève à 234,9 millions d'euros contre un encours de 169,5 millions d'euros au 31 décembre 2015, en hausse de 65,4 millions d'euros.

8.3 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie, la trésorerie et équivalent de trésorerie contient :

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Comptes à vue	128 603	21 891
Dépôt à terme et valeurs mobilières de placement	7 699	34 703
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'actif	136 302	56 594
Trésorerie classée en actifs détenus en vue de la vente	0	0
Découverts bancaires	(816)	(897)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, net	135 486	55 697

Au Brésil, où il peut exister des restrictions sur le contrôle des changes, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 7,9 millions d'euros au 30 juin 2016 (4,0 millions d'euros au 31 décembre 2015).

En France, la trésorerie mobilisée dans le cadre du contrat de liquidité mis en place par Elis s'élève à 1,2 millions d'euros au 30 juin 2016 (0,8 millions d'euros au 31 décembre 2015).

8.4 ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Emprunt obligataire	800 000	800 000
Financement structuré	580 000	500 000
Billets de trésorerie	234 900	169 500
Dettes de crédit bail	8 187	8 646
Autres emprunts et découverts bancaires	12 902	12 561
Compte-courant bloqué de participation des salariés	28 965	33 864
Emprunts	864 953	724 571
Intérêts courus	6 743	6 619
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir	(25 062)	(27 862)
Emprunts et dettes financières	1 646 634	1 503 328
Dont part des dettes financières à moins d'un an	379 408	235 942
Dont part des dettes financières à plus d'un an	1 267 226	1 267 386
Trésorerie et équivalents de trésorerie (actifs)	136 302	56 594
Solde Endettement net	1 510 333	1 446 734
Répartition par devises des emprunts et dettes financières		
EUR	1 641 538	1 497 847
GBP		
CHF	3 704	4 151
CZK		
BRL	1 392	1 330
CLP	3 169	4 325
Réconciliation avec la dette nette ajustée		
Solde Endettement net	1 510 333	1 446 734
Frais d'émissions d'emprunts restants à amortir	25 062	27 862
Compte-courant bloqué de participation des salariés	(28 965)	(33 864)
Dettes nettes ajustées	1 506 429	1 440 732

8.5 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

En milliers d'euros	30/06/2016		Ventilation par catégorie d'instrument financier				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs disponibles à la vente (non courants)	180	180		180			
Autres actifs non courants	4 811	4 811			4 811		0
Clients et autres débiteurs	395 957	395 957			395 957		
Autres actifs courants	14 868	14 868			13 642		1 226
Trésorerie et équivalents de trésorerie	136 302	136 302	136 302				
Actifs financiers	552 117	552 117	136 302	180	414 410	0	1 226
Emprunts et dettes financières	1 267 226	1 272 576				1 267 226	
Autres passifs non courants	44 088	44 088			20 374		23 714
Fournisseurs et autres créditeurs	128 768	128 768			128 768		
Autres passifs	244 853	244 853			244 853		0
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	379 408	385 133				379 408	
Passifs financiers	2 064 343	2 075 418	0	0	393 995	1 646 634	23 714

En milliers d'euros	31/12/2015		Ventilation par catégorie d'instrument financier				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs disponibles à la vente (non courants)	146	146		146			
Autres actifs non courants	6 270	6 270			6 270		0
Clients et autres débiteurs	358 339	358 339			358 339		
Autres actifs courants	12 780	12 780			10 727		2 053
Trésorerie et équivalents de trésorerie	56 594	56 594	56 594				
Actifs financiers	434 128	434 128	56 594	146	375 335	0	2 053
Emprunts et dettes financières	1 947 291	1 992 484				1 947 291	
Autres passifs non courants	39 810	39 810			20 550		19 260
Fournisseurs et autres créditeurs	135 034	135 034			135 034		
Autres passifs	232 546	232 546			232 546		0
Concours bancaires courants et part des emprunts à moins d'un an	235 942	241 584				235 942	
Passifs financiers	1 910 718	1 924 561	0	0	388 130	1 503 328	19 260

Le tableau ci-après précise le niveau auquel chaque juste-valeur est classée dans la hiérarchie de juste valeur :

En milliers d'euros	30/06/2016	Hiérarchie de juste valeur		
	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Dérivés actifs courants (change à terme USD/EUR)	1 226		1 226	
Actifs mesurés à la juste valeur	1 226	0	1 226	0
Dérivés passifs non courants (swaps de taux)	23 714		23 714	
Passifs mesurés à la juste valeur	23 714	0	23 714	0
Obligations High Yield 3%	790 080	790 080		
Passifs dont la juste valeur est utilisée dans l'annexe	790 080	790 080	0	0

En milliers d'euros	31/12/2015	Hiérarchie de juste valeur		
	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Dérivés actifs courants (change à terme USD/EUR)	2 053		2 053	
Actifs mesurés à la juste valeur	2 053	0	2 053	0
Dérivés passifs non courants (swaps de taux)	19 260		19 260	
Passifs mesurés à la juste valeur	19 260	0	19 260	0
Obligations High Yield 3%	780 800	780 800		
Passifs dont la juste valeur est utilisée dans l'annexe	780 800	780 800	0	0

NOTE 9 IMPOTS SUR LES RESULTATS

Le Groupe comptabilise la charge d'impôt sur le résultat au titre de la période intermédiaire sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel moyen pondéré attendu pour la totalité de la période annuelle. Ce taux est calculé sur une base par pays.

NOTE 10 CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION

10.1 ÉVOLUTION DU CAPITAL

Nombre d'actions au 31 décembre 2015	114 006 167
Nombre d'actions au 30 juin 2016	114 006 167
Nombre d'actions autorisées	114 006 167
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	114 006 167
Nombre d'actions émises et non entièrement libérées	-
Valeur nominale de l'action	10,00
Actions de l'entité détenue par elle-même	129 158
Actions réservées pour une émission dans le cadre d'option et de contrat de vente	-

10.2 DIVIDENDES ET DISTRIBUTIONS PAYES ET PROPOSES

L'Assemblée Générale du 27 mai 2016 a décidé la distribution d'un montant de 0,35 euro par action, soit une distribution d'un montant total de 39 871 milliers d'euros (contre une distribution de 39 881 milliers d'euros au cours de l'exercice précédent, versée le 2 juillet 2015).

10.3 RESULTATS PAR ACTION

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période figure ci-dessous.

(en milliers d'euros)	S1-2016	S1-2015
Résultat attribuable aux actionnaires de la société mère	23 119	-80 638
Nombre moyen pondéré d'actions	113 896 758	98 926 168
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat par action dilué	114 145 451	98 926 168

NOTE 11 ENGAGEMENTS HORS BILAN

(en milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Engagements donnés		
Cession et nantissement de créances à titre de garantie		
Nantissements hypothèques et sûretés réelles		
Avals, cautions et garanties données	10 442	24 229
Garanties de passif	2 150	2 150
Autres engagements donnés		
Contrats de location simple		
- Paiements minimaux en vertu de contrats de location simple non résiliables (à moins d'un an)	25 923	23 761
- Paiements minimaux en vertu de contrats de location simple non résiliables (entre 1 et 5 ans)	75 008	67 281
- Paiements minimaux en vertu de contrats de location simple non résiliables (à plus de 5 ans)	122 080	121 002
Engagement reçus		
Nantissements hypothèques et sûretés réelles		
Avals, cautions et garanties reçues	12 254	9 694
Garanties de passif	116 589	103 393
Autres engagements reçus		

NOTE 12 INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

(en milliers d'euros)	S1-2016	S1-2015	30/06/2016	31/12/2015
	Charges	Charges	Dettes envers les parties liées	Dettes envers les parties liées
Entité qui a une influence notable sur le Groupe				
Legendre Holding 27 (intérêts)	-	(2 482)	-	-
Legendre Holding 27 (pénalités PIK proceed note)	-	(8 678)	-	-

Au premier semestre 2015, dans le cadre de la convention d'engagement entre Elis, Eurazeo et les banques chargées du placement dans le cadre de l'introduction en Bourse de la Société, Elis et Eurazeo avaient respectivement supporté un montant de 11,9 millions d'euros et de 2,6 millions euros.

NOTE 13 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE

A la date de présentation des comptes consolidés intermédiaires condensés, il n'y a pas eu d'événements postérieurs au 30 juin 2016 susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière du groupe Elis à l'exception des événements indiqués à la note 2.5 des comptes consolidés intermédiaires condensés.

6

Informations concernant le capital social

6.1 Composition du capital social	49
6.2 Répartition du capital social et actionariat.....	49
6.3 Franchissements de seuils de participation.....	50
6.4 Opérations effectuées par Elis sur ses propres actions	51
6.5 Capital autorisé non émis	51
6.6 Actions potentielles	53
6.7 Pacte d'actionnaires et accords.....	53

6.1 Composition du capital social

Au 30 juin 2016, le capital social de la Société s'élève à 1 140 061 670 euros. Il est composé de 114 006 167 actions de nominal de 10 euros.

Toutes les actions ont un droit de vote à l'exception des 129 158 actions auto-détenues par la Société en date du 30 juin 2016.

6.2 Répartition du capital social et actionnariat

La dernière répartition connue du capital de la Société est tenue à jour sur le site Internet du Groupe à l'adresse <http://www.corporate-elis.com>.

Il est rappelé qu'en application des stipulations de l'article 9 des statuts de la Société, depuis le 3 avril 2016, les actions détenues au nominatif pendant une durée continue de deux ans bénéficient d'un droit de vote double. Au 30 juin 2016, 9 263 389 actions bénéficiaient d'un droit de vote double.

Sur la base des déclarations légales établissant une participation supérieure à 5 % du capital ou des droits de vote, et des déclarations des personnes liées au Groupe, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante au 30 juin 2016 :

Actionnaires	31 décembre 2015			30 juin 2016					
	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote théoriques	% du capital et des droits de vote exerçables	Nombre d'actions	Nombre de droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% du capital	% des droits de vote théoriques	% des droits de vote exerçables
Legendre Holding 27 SAS	43 853 538	38,46	38,51	18 351 303	27 109 817	27 109 817	16,1	21,97	22
Eurazeo SA ^(a)	3 467 774	3,04	3,04	906 864	1 330 179	1 330 179	0,8	1,07	1,08
Sous-total	47 321 312	41,50	41,55 %	19 258 167	28 439 996	28 439 996	16,9	23,05	23,08
ECIP Elis SARL ^(a)	592 849	0,52	0,52	154 952	309 904	309 904	0,14	0,24	0,25
Predica	-	-	-	11 400 617	11 400 617	11 400 617	10	9,24	9,24
Francklin Ressources, Inc	4 615 992	4,05	4,05	6 505 788	6 505 788	6 505 788	5,71	5,27	5,27
Deutsche Bank AG	-	-	-	10 805 746	10 805 746	10 805 746	9,47	8,75	8,76
Ameriprise Financial, Inc.	5 752 999	5,04	5,05	5 752 999	5 752 999	5 752 999	5,04	4,66	4,66
Dirigeants et salariés	375 377	0,32	0,32	58 116	113 882	113 882	0,05	0,09	0,09
Actions auto-détenues	148 147	0,12	0	129 158	129 158	0	0,11	0,10	0
Public	55 199 471	48,41	48,48	59 940 624	59 940 624	59 940 624	52,57	48,57	48,62
TOTAL	114 006 167	100 %	113 858 020	114 006 167	123 398 714	123 269 556	100	100	100

(a) Actionnaires ayant déclaré être liés par un pacte d'actionnaires (voir ci-après, paragraphe xxx et la section 8.5.10 du Document de référence 2015).

Depuis le début de l'exercice, Eurazeo a réduit sa participation dans le capital de la Société d'environ 25 % par suite de la réalisation des opérations suivantes :

- la cession le 14 avril 2016, par l'intermédiaire de sa filiale Legendre Holding 27, de 17 100 925 actions de la Société, représentant 15 % du capital et 12,74 % des droits de vote d'Elis dans le cadre d'un placement

par voie de construction accélérée d'un livre d'ordres réservé aux investisseurs institutionnels. Ce Placement a notamment permis d'accroître la liquidité des actions Elis, grâce à une augmentation significative du flottant ;

- la cession le 30 mai 2016 au profit du Crédit Agricole Assurances (via sa filiale Predica) de 11 400 617 actions de la Société représentant 10 % du capital social et 9,24 % des droits de vote de la Société. Dans le cadre de cette opération, et en application des stipulations du pacte non-concertant liant la société Ecip Elis à Eurazeo visé ci-après au paragraphe 6.7 du présent rapport et à la section 8.5.10 du document de référence 2015, Ecip Elis a cédé 437 897 actions au profit du Crédit Agricole Assurances et détient au 30 juin 2016 0,14 % du capital et 0,25 % des droits de vote de la Société.

A l'issue des opérations précitées, Eurazeo reste l'un des principaux actionnaires de la Société et détient, directement et indirectement, par l'intermédiaire de sa filiale Legendre Holding 27, 19 257 667 actions représentant 28 439 496 droits de vote, soit respectivement 16,9% du capital social et 23,05% des droits de vote théoriques au 30 juin 2016. Il est à ce titre rappelé qu'Eurazeo et Legendre Holding 27 ont acquis, en application des stipulations de l'article 9 des statuts de la Société des droits de vote double et qu'elles ont en outre bénéficié d'une dérogation à l'obligation de déposer un projet d'offre publique en application des dispositions des articles 234-8 et 234-9,10° du règlement général de l'AMF (avis AMF 2016C0886).

6.3 Franchissements de seuils de participation

Depuis le 1^{er} janvier 2016, les déclarations suivantes de franchissement de seuil ont été faites auprès de l'AMF : par courrier daté du 14 juin 2016, Franklin Ressources Inc. a déclaré avoir franchi à la hausse, le 1^{er} juin 2016, le seuil de 5 % de droits de vote en raison d'une diminution du nombre total de droits de vote au 1^{er} juin 2016 et détenir à cette date, 6 505 788 actions Elis représentant 5,7065 % du capital social et 5,27 % des droits de vote de la Société ;

- par courrier en date du 3 juin 2016, la société Crédit Agricole SA a déclaré avoir franchi à la hausse, indirectement par l'intermédiaire de la société Predica (société contrôlée par Crédit Agricole Assurances, elle-même contrôlée par Crédit Agricole SA) le 30 mai 2016, les seuils de 5 et 10 % du capital social et le seuil de 5 % des droits de vote de la société Elis, par suite de l'acquisition à cette date de 11 400 617 actions de la Société hors marché et détenir indirectement 11 400 617 actions Elis à cette date représentant autant de droits de vote ;
- par courrier en date du 3 juin 2016, Predica Prévoyance Dialogue du Crédit Agricole a déclaré avoir franchi à la hausse le 30 mai 2016, les seuils de 5 et 10 % du capital social et le seuil de 5 % des droits de vote de la société Elis, par suite de l'acquisition à cette date de 11 600 617 actions de la Société hors marché et détenir directement 11 400 617 actions Elis à cette date représentant autant de droits de vote ;
- par courrier du 2 juin 2016, Eurazeo a déclaré avoir franchi à la baisse, directement et indirectement, par l'intermédiaire de sa filiale Legendre Holding 27, le 30 mai 2016, les seuils de 25 % et 20% du capital et les seuils de 1/3, 30% et 25% des droits de vote de la société Elis, par suite d'une cession de bloc hors marché et détenir, directement et indirectement, à l'issue de cette cession 19 257 667 actions et 28 439 496 droits de vote à cette date, soit respectivement, 16,89% du capital et 23,05 des droits de vote (à raison de 906 364 actions détenues par Eurazeo représentant 0,80% du capital et 1,08% des droits de vote, et 18 351 303 actions détenues par Legendre Holding 27 représentant 16,10% du capital social et 21,97% des droits de vote) ;
- par courrier du 6 mai 2016, la société Deutsche Bank AG, a déclaré avoir franchi en baisse le 4 mai 2016, le seuil de 10% du capital et des droits de vote de la société Elis, et détenir 10 805 746 actions et droits de vote Elis à cette date, représentant 9,48% du capital social et 8,05 % des droits de vote ;
- par courrier en date du 20 avril 2016, la société Deutsche Bank AG a déclaré avoir franchi à la hausse le 15 avril 2016, les seuils de 5 % et 10 % du capital et des droits de vote de la société Elis, et détenir 13 730 950 actions et droits de vote Elis à cette date, représentant 12,04 % du capital social et 10,23 % des droits de vote ;
- par courrier du 19 avril 2016, Eurazeo a déclaré avoir franchi à la baisse, directement et indirectement, par l'intermédiaire de sa filiale Legendre Holding 27, le 14 avril 2016, les seuils de 1/3 et 30% du capital de la Société par suite de la cession par Legendre Holding 27 de 17 100 925 actions Elis représentant 15% du capital et 12,74% des droits de vote d'Elis dans le cadre d'un placement par voie de construction accélérée d'un livre d'ordres réservé aux investisseurs institutionnels, et détenir, directement et indirectement, 30 220 387 actions (soit 26,51% du capital) et 49 765 861 droits de vote (soit 37,08% des droits de vote). A cette occasion, Legendre Holding 27 a déclaré avoir franchi individuellement à la baisse les seuils de 1/3, 30% et 25% du capital d'Elis ainsi que le seuil de 1/3 des droits de vote de la Société et détenir

26 752 613 actions et 43 313 362 droits de vote, soit respectivement 23,47% du capital et 32,27% des droits de vote.

- Par courrier du 19 avril 2016, la société Franklin Ressources, Inc. a déclaré avoir franchi à la baisse le 12 avril 2016, le seuil de 5% des droits de vote et détenir 6 505 788 actions de la Société à cette date, représentant autant de droits de vote, soit 5,71% du capital social et 4,85% des droits de vote.
- Par courrier reçu le 27 janvier 2016, Franklin Ressources, Inc. a déclaré avoir franchi à la hausse le 22 janvier 2016, le seuil de 5 % du capital social et des droits de vote et détenir 5 843 514 actions de la Société à cette date, représentant autant de droits de vote, soit 5,13 % du capital social et des droits de vote.

À la connaissance de la Société, aucun actionnaire autre que ceux mentionnés ci-dessus, ne détient au 30 juin 2016 directement ou indirectement, 5 % ou plus du capital social et des droits de vote de la Société.

6.4 Opérations effectuées par Elis sur ses propres actions

Le 27 mai 2016, l'assemblée générale des actionnaires statuant en la forme ordinaire a renouvelé, pour une durée de 18 mois, l'autorisation consentie à la Société par l'assemblée générale mixte du 24 juin 2015 d'opérer sur ses propres titres. Le descriptif du programme de rachat peut être consulté sur le site Internet du Groupe : <http://www.corporate-elis.com>.

Le seul usage fait du programme de rachat d'actions pendant ce premier semestre 2016 a été dans le cadre du contrat de liquidité opéré par Kepler Cheuvreux. Le bilan semestriel du contrat de liquidité est disponible sur le site internet du groupe Elis : <http://www.corporate-elis.com>

6.5 Capital autorisé non émis

Afin de permettre à la Société de faire appel au marché et si nécessaire pour la poursuite du développement du Groupe, l'assemblée générale du 27 mai 2016 a renouvelé les délégations financières consenties au directoire, et l'a par ailleurs autorisé à attribuer gratuitement des actions au profit de salariés et dirigeants du Groupe. L'ensemble des autorisations et délégations autorisées au bénéfice du directoire en vigueur au 30 juin 2016 pouvant conduire à l'émission de titres donnant accès au capital sont les suivantes :

Nature des délégations et autorisations consenties au directoire par l'assemblée générale	Montant maximal autorisé (en euros)	Date de l'autorisation	Échéance	Durée de l'autorisation	Utilisation en 2015
Augmentation de capital par émission d'actions et/ou toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital social					
Augmentation du capital social par émission d'actions et/ou toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital immédiatement ou à terme à des actions de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	500 millions ⁽¹⁾	27 mai 2016	27 juillet 2018	26 mois	-
Augmentation du capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, ou autres	130 millions	27 mai 2016	27 juillet 2018	26 mois	-
Augmentation du capital social par émission d'actions et/ou toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital immédiatement ou à terme à des actions de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et offre au public comportant une composante d'échange	114 millions ⁽²⁾⁽³⁾	27 mai 2016	27 juillet 2018	26 mois	-
Augmentation du capital social par émission d'actions et/ou toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital immédiatement ou à terme à des actions de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription	5 % du capital de la Société existant à la date de l'opération par période de 12	27 mai 2016	27 juillet 2018	26 mois	-

des actionnaires dans le cadre d'une offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier

mois⁽³⁾⁽⁴⁾

Autorisation , en cas d'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, sans droit préférentiel de souscription de fixer le prix d'émission	10 % du capital de la Société tel qu'existant à la date de l'opération par périodes de 12 mois	27 mai 2016	27 juillet 2018	26 mois	-
Augmentation de capital par l'émission d'actions et/ou valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme, au capital, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société	10 % du capital social de la Société existant au moment de l'émission	27 mai 2016	27 juillet 2018	26 mois	-
Augmentation du nombre d'actions, titres ou valeurs mobilières à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires	15 % de l'émission initiale	27 mai 2016	27 juillet 2018	26 mois	-
Programme de rachat d'actions					
Rachat d'actions	10% du montant du capital social				Utilisation hors contrat de liquidité : Néant
	Prix d'achat maximum par action : 30 euros	27 mai 2016	27 novembre 2017	18 mois	Au 30 juin 2016, 129 158 actions figuraient au contrat de liquidité ⁽⁵⁾
	Montant maximal des acquisitions : 350 millions				
Réduction du capital social par annulation des actions auto-détenues	10 % du montant du capital social par périodes de 24 mois	27 mai 2016	27 juillet 2018	26 mois	-
Opérations réservées aux salariés et dirigeants mandataires sociaux					
Attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre , au profit des salariés et/ou mandataires sociaux du Groupe	2.5% du nombre total des actions de la Société au moment de l'attribution (0.55% pour les dirigeants-mandataires sociaux)	27 mai 2016	27 juillet 2019	38 mois	15 juin 2016
Augmentation du capital par l'émission d'actions, et/ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société réservée aux salariés adhérents de plans d'épargne d'entreprise	20 millions	27 mai 2016	27 juillet 2018	26 mois	

(1) Plafond global maximum des augmentations de capital avec maintien et suppression du droit préférentiel de souscription susceptibles d'être réalisées en vertu des 13^e à 18^e résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires du 27 mai 2016

(2) Plafond global applicable aux augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel susceptibles d'être réalisées en vertu des 14^e, 15^e et 17^e résolutions de l'assemblée générale mixte du 27 mai 2016

(3) Imputation sur le plafond global de 500 millions d'euros fixé à la 20^e résolution, de l'assemblée générale du 27 mai 2016

(4) Imputation sur le plafond de 114 millions d'euros fixé à la 14^e résolution de l'assemblée générale du 27 mai 2016

(5) Voir détails dans le rapport du directoire figurant à la section 8.4.1 du document de référence 2015

Conformément aux autorisations précitées, 998 636 actions de performance ont été consenties par le directoire en date du 15 juin 2016.

6.6 Actions potentielles

Au 30 juin 2016, il n'existe aucun instrument dilutif en circulation.

6.7 Pacte d'actionnaires et accords

Par courriers en date des 25 mars 2015 et 27 mars 2015, conformément aux dispositions de l'article L.233-11 du Code de commerce, Eurazeo et Ecip Elis ont notifié à la Société pour dépôt auprès de l'AMF la conclusion d'un pacte d'actionnaires (le « **Pacte** ») au titre de leur participation au capital de la Société ayant pour objet de définir les modalités de leur investissement dans le capital de la Société. Le Pacte prévoit une clause de désinvestissement aux termes de laquelle chacune des parties au Pacte s'engage, en cas de cession de tout ou partie de leurs actions Elis, à céder lesdites actions de façon concomitante et selon les mêmes modalités juridiques et financières. En cas de cession partielle, le nombre d'actions Elis cédé respectivement par les parties sera déterminé au prorata de leurs participations respectives dans le capital d'Elis. Nonobstant ce qui précède, le Pacte prévoit que les actionnaires d'Ecip Elis pourront céder ou apporter la participation détenue par Ecip Elis dans Elis au profit de leurs actionnaires respectifs alors même qu'Eurazeo continuerait à conserver sa participation dans Elis.

Le Pacte est entré en vigueur le 23 mars 2015 et demeurera en vigueur aussi longtemps que les sociétés Eurazeo et Ecip Elis détiendront des actions de la Société, étant précisé que chacune des parties pourra résilier le pacte par notification écrite moyennant le respect d'un préavis de trois mois avant la date de prise d'effet de la résiliation.

Le Pacte a été transmis à l'AMF les 25 mars et 27 mars 2015, et a fait l'objet d'un avis publié par cette dernière le 30 mars 2015 (215C0370 du 30 mars 2015 sur le site de l'AMF). Les parties au Pacte ont déclaré que le Pacte n'est pas constitutif entre elles d'un concert au sens de l'article L.233-10 du Code de commerce.

Le 30 mai 2016, Eurazeo, Legendre Holding 27 et Predica ont conclu pour une durée de 5 ans renouvelable par tacite reconduction un accord relatif au gouvernement d'entreprise de la Société visant notamment à convenir de certains engagements concernant la composition du conseil de surveillance d'Elis compte tenu de leurs participations respectives au sein de la Société. Ainsi, Eurazeo, Legendre Holding 27 et Predica se sont engagés (i) à ce que les membres du conseil de surveillance désignés sur leur proposition votent en faveur du maintien d'une majorité de membres indépendants au sein du conseil de surveillance de la Société et (ii) à exercer leurs droits de vote lors des assemblées générales en faveur du maintien d'une majorité de membres indépendants au sein du conseil de surveillance de la Société (sauf modification significative de l'actionnariat d'Elis). En outre, pour autant que Predica détienne au moins 5% du capital d'Elis, Eurazeo et Legendre Holding 27 se sont engagés (i) à ce que les membres du conseil de surveillance désignés sur leur proposition votent en faveur de toute résolution destinée à permettre à Predica de disposer d'un membre au sein du conseil de surveillance de la Société et (ii) à exercer leurs droits de vote lors des assemblées générales en faveur d'une telle résolution.

Eurazeo et Legendre Holding 27 se sont également engagés à faire en sorte que dans un délai de 6 mois à compter de la date à laquelle leur détention directe ou indirecte est devenue inférieure à :

15% des droits de vote d'Elis, ils ne disposent plus que de deux représentants au sein du conseil de surveillance de la Société ; et

10% des droits de vote d'Elis, ils ne disposent plus que d'un seul représentant au sein du conseil de surveillance de la Société.

Les parties ont déclaré que cet accord relatif au gouvernement d'entreprise n'était pas constitutif entre elles d'un concert au sens de l'article L.233-10 du Code de commerce.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre accord susceptible d'avoir une incidence significative en cas d'offre publique sur le capital de la Société.



Elis

Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 1 140 061 670 euros

Siège social : 33, rue Voltaire – 92800 Puteaux – France

499 668 440 R.C.S. Nanterre